

L'origine de l'État-providence aux États-Unis

Le terme de « welfare » est utilisé pour décrire un Etat dans lequel le gouvernement fournit la majorité des services sociaux ; l'expression désigne également ces services collectivement.

Le « welfare state » est un système politique fondé sur la prémisse que le gouvernement (et non l'individu, les corporations ou la collectivité locale) est responsable du bien-être de ses citoyens et que, à ce titre, il doit faire en sorte qu'ils aient tous un niveau de vie minimum, en leur fournissant la plupart des services sociaux, l'éducation gratuite et universelle, les soins médicaux gratuits et universels, l'assurance contre l'invalidité, la maladie et le chômage, les allocations familiales, les pensions de vieillesse, etc. Le « welfare » peut être financé par les gouvernements au moyen des recettes générales, généralement par le biais d'une fiscalité redistributive.

Historiquement, le « welfare state » est apparu à la fin du XIX^{ème} et au début du XX^{ème} dans de nombreux pays. Les prémices s'en trouvent dans le droit islamique et plus particulièrement dans le concept de zakat, le troisième pilier de l'islam, qui désigne l'obligation qu'une personne a de donner une certaine proportion de sa richesse chaque année à des œuvres caritatives. Dès l'époque du calife Rachidun, cette taxe faisait partie de celles que tout gouvernement islamique levait et utilisait ensuite pour verser un revenu, voire, le cas échéant, une pension, aux personnes dans le besoin, les pauvres, les personnes âgées, les orphelins, les veuves et les handicapés (i). Bien entendu, l'assistance publique existait sous une forme ou sous une autre dans des sociétés bien antérieures à l'islamique. Elle différait cependant essentiellement du zakat (ii) en ce qu'aucun organisme officiel n'en était chargé et qu'elle était accordée en nature et non, innovation islamique qui n'allait pas tarder à ouvrir la porte à la société du bien-être, en espèces. En Europe, ce sont les Poor Laws (1601) élisabéthaines qui l'ouvrirent, en disposant que les secours accordés aux indigents devaient consister pour moitié en nourriture et en combustible et pour moitié en argent.

Le « welfare state » n'avait pas commencé à exister sous une forme institutionnelle que des critiques s'élevèrent contre l'interventionnisme étatique qui, croyait-on, en était la cause (iii). Cette critique, qu'elle soit d'ordre politique, économique ou sociale, vint d'abord de l'Ecole dite libérale, puis du camp dit « conservateur » et de certains socialistes. Marx fit valoir que les mesures visant à généraliser les prestations sociales, de pair avec celles qui sont destinées à augmenter les salaires et à améliorer les conditions de travail, rendant la condition des travailleurs dans le capitalisme plus tolérable pour eux, contribueraient fortement à éloigner la classe ouvrière du socialisme et de la conscience révolutionnaire qu'il croyait nécessaire à l'établissement d'une économie socialiste. La critique marxiste du « welfare state » n'est donc qu'instrumentale : le « welfare » n'est pas un mal en soi, il n'est néfaste que dans la mesure où il retarde l'avènement du socialisme. Les démocrates chrétiens actuels le rejoignent largement, en arguant, avec un cynisme consommé, que le « welfare state » a servi de soupape de

sécurité en atténuant les risques de troubles sociaux et en procurant à tous les citoyens un sentiment d'appartenance et de devoir envers la communauté. En 1987, l'économiste libéral américain de renom Lester Thurow reconnaissait encore que « le welfare state » permet au capitalisme de continuer à fonctionner... Le welfare state est un ingrédient essentiel du capitalisme. Sans lui, le capitalisme ne survivrait pas longtemps » (iv). Si le poète et critique social anglais Hilaire Belloc ressuscitait aujourd'hui, lui qui, dans *The Servile State* (1912), faisait remarquer que les bonnes intentions du socialisme ne peuvent aboutir qu'à un totalitarisme collectiviste, il serait bien obligé de constater que les bonnes intentions du capitalisme aussi ne peuvent aboutir qu'à un totalitarisme collectiviste. De toutes façons, pour le philosophe et économiste néolibéral Friedrich von Hayek, « toute tentative d'instauration du « welfare state », ou de la planification centralisée socialiste, mène inévitablement au totalitarisme (bien sûr, national-socialiste ou fasciste), à « La Route de la servitude » (1944).

Plus perspicace, de Tocqueville avait saisi à quel type de totalitarisme le « welfare state » pavait la voie : « Je veux imaginer sous quels traits nouveaux le despotisme pourrait se produire dans le monde: je vois une foule innombrable d'hommes semblables et égaux qui tournent sans repos sur eux-mêmes pour se procurer de petits et vulgaires plaisirs, dont ils emplissent leur âme. Chacun d'eux, retiré à l'écart, est comme étranger à la destinée de tous les autres: ses enfants et ses amis particuliers forment pour lui toute l'espèce humaine; quant au demeurant de ses concitoyens, il est à côté d'eux, mais il ne les voit pas; il les touche et ne les sent point; il n'existe qu'en lui-même et pour lui seul, et s'il lui reste encore une famille, on peut dire du moins qu'il n'a plus de patrie. »

« Au-dessus de ceux-là s'élève un pouvoir immense et tutélaire, qui se charge seul d'assurer leur jouissance et de veiller sur leur sort. Il est absolu, détaillé, régulier, prévoyant et doux. Il ressemblerait à la puissance paternelle si, comme elle, il avait pour objet de préparer les hommes à l'âge viril; mais il ne cherche, au contraire, qu'à les fixer irrévocablement dans l'enfance; il aime que les citoyens se réjouissent, pourvu qu'ils ne songent qu'à se réjouir. Il travaille volontiers à leur bonheur; mais il veut en être l'unique agent et le seul arbitre; il pourvoit à leur sécurité, prévoit et assure leurs besoins, facilite leurs plaisirs, conduit leurs principales affaires, dirige leur industrie, règle leurs successions, divise leurs héritages; que ne peut-il leur ôter entièrement le trouble de penser et la peine de vivre ? » Assistés (v) voilà, en un mot, ce que veulent être les peuples dont l'état social est démocratique, en vertu de la passion naturelle de l'homme « pour l'oisiveté. (...) Toute mesure qui fonde la charité légale sur une base permanente et qui lui donne une forme administrative crée donc une classe oisive et paresseuse, vivant aux dépens de la classe industrielle et travaillante. C'est là, sinon son résultat immédiat, du moins sa conséquence inévitable » (vi). (Mémoire sur le paupérisme) Être assisté, voilà ce que demande et même revendique, quasiment comme un droit, l'homme démocratique, quelle que soit sa condition, qu'il ait de la fortune ou qu'il ait très peu d'argent (que l'on songe aux subsides qui, officiellement censés subvenir aux besoins de l'Etat, sont donnés, plus ou moins secrètement, à des personnes, des entreprises, des groupes de pression qui servent des intérêts personnels ; que l'on songe aussi à l'art subventionné, au sport subventionné, à la culture subventionnée ; que l'on songe enfin à la vaste toile

des associations subventionnées, au labyrinthe des établissements, observatoires, organismes, instituts, inépuisables filons de planques créés sur mesure pour la canaille d'en haut et la racaille d'en bas). Et comme il est dans la nature et dans l'intérêt de l'Etat moderne d'assister, il ne se fait pas faute de répondre favorablement à cette revendication.

Au fond, le tristement célèbre « contrat social » est un accord tacite d'assistantat mutuel entre la racaille d'en bas et la canaille d'en haut. Il ne put être passé, conclu, finalisé, qu'une fois qu'un certain nombre de membres de la racaille d'en bas, qui s'étaient progressivement substitué aux représentants légitimes d'une aristocratie qu'ils avaient peu à peu infiltré et dont ils avaient pour ainsi dire empoisonné les puits, eurent fait main basse sur l'Etat et ne se furent hissés tout en haut d'une hiérarchie désormais en quelque sorte inversée. Pour y rester, il était vital que la canaille d'en haut transmute le peuple en une véritable canaille d'en bas, en une communauté de « clients » qui soit comme son extériorisation, ou, pour employer la terminologie guénonienne, un « support » de certaines influences subtiles ou psychiques d'ordre inférieur. De là, comme l'ont remarqué les eugénistes, sans toutefois en tirer toutes les conclusions, le soin tout particulier avec lequel la canaille d'en haut non seulement a préservé d'abord les éléments les plus inférieurs des peuples de race blanche, puis, après les avoir exportés massivement sur le continent européen, les éléments les plus inférieurs des peuples de race de couleur, mais a fait tout son possible pour les laisser proliférer. De là, précisément, le « welfare State » (vii).

Pas plus que les eugénistes l'auteur dont nous présentons ci-dessous une étude, l'économiste et philosophe politique états-unien d'origine juive, théoricien de l'école dite autrichienne d'économie, du libertarianisme et de l'anarcho-capitalisme, n'a saisi les véritables tenants et aboutissants du « welfare State », dont il était un critique et un adversaire résolu. L'intérêt de cette étude réside essentiellement dans sa capacité à identifier et à exposer les coteries, les lobbys, les réseaux d'influence qui firent éclore le « welfare State » aux Etats-Unis à la fin du XIXème siècle. Le job – dans le sens vétérotestamentaire du terme – fut fait « en famille », par quelques individus, pasteurs, femmes de pasteurs, fils et filles de pasteurs, universitaires, assistant(e)s sociaux/sociales, grands industriels, femmes, filles et fils de grands industriels, qui se connaissaient presque tous personnellement et qui, pour beaucoup, éprouvaient une attirance sexuelle pour les individus de leur propre sexe. Le nombre de fondations, de sociétés, d'instituts, d'association qu'ils fondèrent ou qui furent fondés pour eux est impressionnant, leur énumération peut donner le tournis, mais elle est nécessaire pour montrer que ces établissements écran ou gigognes sont en même temps le modus operandi et l'une des clés de la réussite de toute entreprise subversive à grande échelle.

Introduction

La théorie courante considère le gouvernement comme fonctionnel : un besoin social surgit et le gouvernement, plus ou moins automatiquement, surgit pour combler le besoin. L'analogie repose sur la loi de l'offre et de la demande de l'économie de marché : par exemple, une demande de fromage à la crème se traduira par une offre de fromage à la crème sur le marché. Mais il est certainement difficile de dire que, de la même manière, une demande de services postaux donne spontanément lieu à un monopole d'État sur la Poste, interdisant la concurrence et nous fournissant un service de plus en plus mauvais à des prix toujours plus élevés.

En effet, si l'analogie ne fonctionne pas s'agissant d'un véritable service (par exemple, la livraison du courrier ou la construction de routes), imaginez à quel point l'analogie est fautive, lorsque le gouvernement ne fournit pas du tout de biens ou de services, mais redistribue tyranniquement les revenus et la richesse.

Lorsque le gouvernement prend autoritairement de l'argent à A pour le donner à B, qui réclame quoi ? Le producteur de fromage à la crème sur le marché utilise ses ressources pour satisfaire une véritable demande de fromage à la crème ; il ne fait pas de la redistribution coercitive. Mais qu'en est-il de l'ensemble des opérations par l'intermédiaire desquelles une partie des revenus est prélevée sur A pour être reversée au bénéfice de B ? Qui sont les demandeurs et qui sont les fournisseurs ? On peut dire que les subventionnés, les « bénéficiaires » « demandent » cette redistribution ; sûrement, mais il serait extrêmement crétin d'affirmer que A, le tondu, « demande » aussi cette redistribution. En fait, A est un fournisseur réticent, un donateur sous la contrainte ; B gagne au détriment de A. Mais le rôle vraiment intéressant ici est joué par G, le gouvernement. Car, hormis dans le cas peu probable où G est un altruiste bénévole, effectuant cette action sans demander de compensation comme Robin des Bois, G touche un pourcentage, recouvre des frais d'intermédiation, perçoit, pour ainsi dire, une commission de démarcheur pour effectuer cette petite opération. Autrement dit, G, le gouvernement, « redistribue » en escroquant A au profit de B et de lui-même.

Une fois que nous nous concentrons sur cet aspect de l'opération, nous commençons à comprendre que G, le gouvernement, peut ne pas être simplement un bénéficiaire passif des besoins et des demandes économiques de B, comme le voudrait la théorie courante ; G lui-même peut être aussi un demandeur actif et, comme un Robin des Bois rémunéré à temps plein, peut même stimuler la demande de B, de manière à se remplir les poches. Des besoins peuvent aussi être ressentis par le Robin des Bois gouvernemental lui-même.

Pourquoi L'État-providence ?

Pourquoi le gouvernement a-t-il pris une extension considérable au cours de ce siècle ?

Plus précisément, pourquoi l'État-providence est-il apparu, s'est-il développé et est-il devenu de plus en plus grand et de plus en plus puissant ? Quel en était le besoin fonctionnel ? L'une des réponses possibles est que le développement de la pauvreté au cours du siècle a fait naître l'aide sociale et la redistribution. Mais cela n'est guère logique, car il est évident que le niveau de vie de l'individu moyen a considérablement augmenté au cours des cinquante dernières années et que la pauvreté a fortement diminué.

Mais peut-être que l'inégalité s'est aggravée et que les masses, même si leur situation s'est améliorée, sont révoltées par l'écart de revenu accru entre eux et les riches ? En bon français: les masses sont dévorées par l'envie et la disparité croissante des revenus leur reste sur l'estomac. Mais il est évident que la disparité des revenus et des richesses entre les riches et les masses est bien plus grande dans le Tiers-Monde que dans les pays capitalistes occidentaux. Quel est donc le problème ?

Une autre réponse courante, plus plausible, est que l'industrialisation et l'urbanisation, dès la fin du XXème siècle, ont privé les masses, déracinées de la terre ou de la petite ville, de leur sentiment de communauté, d'appartenance et d'entraide (1). Aliénées et déracinées à la ville et à l'usine, les masses ont demandé à l'Etat-providence de prendre la place de leur ancienne communauté.

Certes, il est vrai que l'Etat-providence est né à la même époque que l'industrialisation et de l'urbanisation, mais coïncidence ne signifie pas causalité.

Un des graves défauts de cette théorie est de faire abstraction de la nature réelle de la ville, au moins de celle qui était la sienne avant qu'elle ne soit effectivement détruite dans les décennies qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale. La ville n'était pas une agglomération monolithique, mais une série de quartiers, dont chacun avait avec son propre caractère, son propre réseau de clubs, ses propres associations fraternelles et ses propres lieux de rencontre informels. La description mémorable des quartiers urbains dans *Death and Life of Great American Cities* de Jane Jacobs est un portrait charmant et précis de l'unité dans la diversité de chaque quartier, du rôle important du « guetteur de rue » et du petit commerçant. Les grandes villes aux États-Unis en 1900 étaient presque exclusivement catholiques et ethniques et la vie politique et la vie sociale des hommes catholiques tournait et, dans une certaine mesure, tourne encore autour du bar de quartier. Les hommes du quartier s'y réunissaient chaque soir, pour y boire quelques bières, socialiser et discuter de politique. Le tenancier, qui était généralement un agent électoral du Parti Démocrate, leur y prodiguait un enseignement politique. Les épouses se

rencontraient séparément chez elles. La communauté bien-aimée se portait toujours bien dans l'Amérique urbaine.

La théorie apparemment plausible qui a été mentionnée ci-dessus ne résiste pas à une analyse historique plus approfondie, que ce soit pour les Etats-Unis – où, en dépit de l'exceptionnalisme américain, c'est-à-dire le fait que le pays s'est industrialisé plus rapidement que les pays européens, l'Etat-providence ne s'y est développé que plus tardivement que dans ceux-ci – ou pour un certain nombre de pays industrialisés – où, comme l'ont montré des enquêtes détaillées, par exemple, il n'y a aucune corrélation entre le degré d'industrialisation et l'adoption de programmes d'assurance sociale entre les années 1880 et les années 1920 ou les années 1960 (2).

Plus frappant encore, les mêmes conclusions sont valables pour les États-Unis, où l'exceptionnalisme américain ne peut jouer aucun rôle. Le premier programme d'assistance sociale de grande envergure aux États-Unis fut la distribution de pensions aux anciens combattants de l'armée de l'Union et de leurs personnes à charge après la guerre civile. Pourtant, ces pensions auraient probablement aidé davantage les agriculteurs et les petits citadins que les habitants des grandes villes industrielles. Une étude comté par comté sur ces pensions de guerre dans l'Ohio à la fin des années 1880, le pic des paiements de ces pensions, démontre une corrélation négative entre le taux d'urbanisation – ou pourcentage de personnes vivant dans des maisons plutôt que dans des fermes – et les taux de versement des pensions. L'auteur de l'étude conclut que « généralement, les pensions étaient accordées dans des zones anglo-saxonnes essentiellement rurales », tandis que la grande ville de Cleveland avait le plus faible taux de versement de pensions par habitant (3). De plus, les pionniers de l'assurance-chômage et des autres lois sociales furent souvent les Etats les moins industrialisés et les plus ruraux, comme le Wisconsin, le Minnesota, l'Oklahoma et l'État de Washington (4).

Selon un autre point de vue classique, celui de la gauche libérale ou du « modèle social-démocrate », comme l'appellent ses partisans, l'apparition de l'État-providence n'est pas la conséquence de la marche semi-automatique de l'industrialisation, mais plutôt d'importants mécanismes conscients générés par les demandes des bénéficiaires présumés de l'État-providence eux-mêmes : les pauvres, les masses ou la classe ouvrière opprimée. Cette thèse a été résumée hardiment par un de ses défenseurs.

Partout, dit-il, l'État-providence a été le résultat d'un mouvement syndical très centralisé et très large agissant en étroite coordination avec un parti socialiste réformiste unifié qui, principalement en raison du soutien massif de la classe ouvrière, réussit à acquérir un statut hégémonique dans le système des partis (5).

Certes, cette thèse est dans l'ensemble tirée par les cheveux, même pour l'Europe, où l'Etat-providence a été principalement l'œuvre des bureaucrates et des partis politiques conservateurs et libéraux et non des syndicats ou des partis socialistes (6). Mais, pour revenir aux Etats-Unis, le parti socialiste n'y a jamais bénéficié d'un soutien massif et a encore moins réussi à atteindre un « statut hégémonique ».

Les syndicats s'avèrent donc le seul appui possible du modèle social-démocrate des États-Unis. Mais, ici, les historiens, presque tous partisans exaltés des syndicats, ont furieusement exagéré l'importance des syndicats dans l'histoire américaine. Au-delà des histoires romantiques de grèves et de conflits sociaux (dans lesquels le rôle du syndicat est inévitablement justifié, voire glorifié), même les meilleurs historiens de l'économie ne se soucient pas d'informer le lecteur que les syndicats ont eu très peu d'importance du point de vue quantitatif dans l'économie américaine. En effet, jusqu'au New Deal et à l'exception des périodes où la syndicalisation a été imposée par le gouvernement fédéral (au cours de la Première Guerre mondiale et dans les années 1920 dans les chemins de fer), le pourcentage de syndiqués dans la population active variait généralement de 1 à 2 pour cent dans les récessions et de 5 ou 6 pour cent dans les surchauffes inflationnistes, pour retomber à un pourcentage négligeable à la récession suivante (7).

De plus, en période de croissance ou de crise, les syndicats, dans un environnement de marché, ne pouvaient prendre racine que dans certaines professions et certains secteurs spécifiques de l'économie. Plus précisément, les syndicats ne pouvaient prospérer que dans l'artisanat, (a) où ils pouvaient contrôler l'offre de main d'œuvre en raison du petit nombre de travailleurs qu'il exigeait ; (b) où ce nombre limité constituait une petite fraction de la masse salariale de l'employeur ; et (c) où, en raison de facteurs technologiques, l'industrie en question n'était pas très compétitive dans toutes les zones géographiques du pays. On peut résumer ces facteurs en disant, dans le jargon des économistes, que le planning des demandes des employeurs pour ce type de main d'œuvre est inélastique, c'est-à-dire qu'une petite réduction de l'offre de main d'œuvre peut provoquer une forte augmentation du salaire des travailleurs restants. Les syndicats pouvaient s'enraciner aussi dans des industries aussi peu compétitives sur le plan géographique que le charbon anthracite, qui ne se trouve que dans une petite zone du nord-est de la Pennsylvanie, ou les différents métiers de la construction (charpentiers, maçons, électriciens, menuisiers, etc.), car le Bâtiment, disons, à New York City, est sensiblement moins compétitif qu'à Chicago ou Duluth. En revanche, malgré leurs efforts déterminés, il fut impossible aux syndicats de prospérer dans des secteurs comme le charbon bitumineux, qui se trouve dans les principales régions des États-Unis, ou la fabrication de vêtements, dans laquelle les usines peuvent être facilement déplacées dans une autre zone, où les travailleurs ne sont pas syndiqués.

C'est pour avoir bien compris ces principes que les syndicats de métier regroupés dans la Fédération américaine du travail de Samuel Gompers purent se développer, tandis que d'autres, les syndicats les

plus radicaux et socialistes, tels que Le Noble et saint ordre des Chevaliers du Travail, s'effondrèrent rapidement et disparurent de la scène. (8)

Il devrait donc être évident que l'avènement et le développement de l'État-providence aux États-Unis n'eut presque rien à voir avec l'essor du mouvement ouvrier. Au contraire, le développement du syndicalisme en Amérique – au cours de la Première Guerre mondiale et des années 1930, ses deux grandes poussées d'activité – fut imposé par le gouvernement. Par conséquent, les syndicats furent l'effet plutôt que la cause de l'État-providence, au moins aux États-Unis.

Le piétisme yankee post-millénariste

Si ce n'est pas l'industrialisme ou les mouvements de masse de la classe ouvrière qui ont apporté l'État-providence en Amérique, qui est-ce ? Où devons-nous en chercher les facteurs déterminants ? En premier lieu, nous devons comprendre que les deux motivations les plus puissantes dans l'histoire humaine ont toujours été l'idéologie (y compris la doctrine religieuse) et l'intérêt économique et qu'une fusion entre ces deux motivations peut être carrément irrésistible. Ce furent ces deux forces qui s'unirent puissamment pour créer l'État-providence.

L'idéologie fut propulsée par la vigoureuse doctrine religieuse qui se répandit dans et prit le contrôle de pratiquement toutes les églises protestantes, en particulier dans les zones « yankees » du Nord, à partir de 1830. De même, l'idéologie corollaire de l'étatisme et du socialisme corporatif se propagea parmi les intellectuels et les ecclésiastiques à la fin du XX^{ème} siècle. L'État-providence en plein essor promouvait deux intérêts économiques en particulier. L'un était le groupe de plus en plus nombreux des intellectuels, des technocrates et des « assistants sociaux » diplômés (et souvent surqualifiés) qui cherchaient à obtenir de l'État-providence le pouvoir, le prestige, des subventions, des contrats, des planques et l'instauration d'un *numerus clausus* dans leur spécialité au moyen de formes d'octroi de licences. Le deuxième groupe était composé de grands hommes d'affaires qui, après n'avoir pas réussi à exercer le monopole sur l'économie de marché, s'étaient tournés vers le gouvernement – local, des États et fédéral – pour qu'il le leur procure. Le gouvernement leur accorda des subventions, passa des contrats avec eux et, en particulier, imposa la cartellisation. Au tournant du XX^{ème} siècle, les deux groupes fusionnèrent, combinant ainsi deux éléments cruciaux : la richesse et le pouvoir de fabriquer l'opinion, celui-ci n'étant plus entravé par le Parti démocrate, désormais converti au *laissez-faire* idéologique. La nouvelle coalition conjugua ses efforts pour créer et accélérer l'avènement de l'État-providence aux États-Unis. Non seulement cela était vrai en 1900, mais cela reste vrai aujourd'hui.

L'événement le plus décisif de ceux qui déclenchèrent la formation de l'Etat-providence fut peut-être la transformation remarquablement rapide du protestantisme américain à la fin des années 1820. Suivant une tendance en vogue en Europe, alimenté par l'émotivité intense qui était souvent générée par les réunions pour le renouveau de la foi, ce Second Grand Réveil conquiert et remodela les églises protestantes, laissant loin derrière des formes plus anciennes comme le calvinisme. Le nouveau protestantisme était stimulé par le sentimentalisme qui régnait dans les réunions pour le renouveau de la foi qui étaient organisées dans tout le pays par le révérend Charles Grandison Finney. Ce nouveau protestantisme était piétiste, méprisant la liturgie parce qu'il la considérait comme papiste ou formaliste et méprisant même les formalismes de la croyance et de l'Eglise calviniste. Donc, le confessionnalisme, la loi de Dieu et l'Eglise n'étaient plus importants. Ce qui comptait, c'était que chaque personne atteigne le salut par sa propre volonté, en « renaissant » ou en étant « baptisée dans l'Esprit Saint ». Un protestantisme œcuménique, sans credo, piétiste, émotionnel, vaguement défini, devait remplacer les strictes catégories doctrinales ou liturgiques.

Le nouveau piétisme revêtit différentes formes dans les diverses régions du pays. Dans le Sud, il devint personnaliste, ou salvateur ; l'accent était mis sur le fait que chaque personne était capable de cette renaissance salvatrice par elle-même plutôt que par l'action sociale ou politique. Dans le Nord, en particulier dans les zones yankees, le protestantisme prit une forme très différente. Il était agressivement évangélique et post-millénariste, c'est-à-dire que chaque croyant avait le devoir sacré de consacrer ses énergies à l'établissement du royaume de Dieu sur terre, à l'établissement de la société parfaite en Amérique et, en fin de compte, dans le monde, à l'éradication du péché et à la « sanctification de l'Amérique », préparation essentielle à l'éventuelle Seconde Venue de Jésus-Christ. Le devoir de chaque croyant ne s'arrêtait pas à un simple soutien de l'activité missionnaire, car un point crucial de la nouvelle doctrine indiquait que celui qui ne faisait pas de son mieux pour maximiser les chances de salut des autres ne serait pas lui-même sauvé. Après seulement quelques années d'agitation, il apparut évident à ces nouveaux protestants que le Royaume de Dieu sur terre ne pouvait être établi que par le gouvernement, qui était le seul à pouvoir assurer définitivement le salut des individus en supprimant les occasions de péché. Bien que la liste des péchés fût particulièrement longue, les PPM (les piétistes post-millénaristes) soulignèrent expressément la nécessité d'en finir avec le Démon Rhum, qui obscurcissait l'esprit des hommes pour les empêcher d'atteindre le salut ; avec l'esclavage, qui empêchait l'esclave d'être sauvé ; avec toutes les activités du jour du sabbat, sauf la prière ou la lecture de la Bible ; et avec toutes les activités de l'Anti-Christ au Vatican, le pape et ses agents conscients et dévoués, qui constituent l'Eglise catholique.

Les Yankees qui adoptèrent le plus ce point de vue furent un groupe ethnoculturel qui descendait des puritains du Massachusetts et qui, de la Nouvelle-Angleterre rurale, migrèrent vers l'Ouest et s'installèrent dans l'État de New York (le Burned-Over District), le nord de l'Ohio, le nord de l'Indiana, le nord de l'Illinois et les régions voisines. Dès l'époque puritaine, les Yankees faisaient tout pour se contraindre à obéir à la Loi et pour contraindre leurs voisins à y obéir ; les premières écoles publiques

américaines furent ouvertes en Nouvelle-Angleterre pour inculquer l'obéissance et les vertus civiques (9).

La concentration des nouveaux étatistes dans les zones yankees est absolument remarquable. Du Révérend Finney à pratiquement tous les intellectuels progressistes qui fixèrent le cap de l'Amérique après 1900, presque tous étaient nés dans les zones yankees : les zones rurales de la Nouvelle-Angleterre et, pour leurs descendants, dans le nord et dans l'ouest de l'État de New York, dans le nord-est de l'Ohio (la « Réserve de l'Ouest », qui appartenait à l'origine au Connecticut et qui fut rapidement colonisée par des Yankees du Connecticut) et la partie nord de l'Indiana et de l'Illinois. Presque tous grandirent dans des familles sabbataires très strictes et souvent leur père était un prédicateur laïc et leur mère la fille d'un pasteur (10). Il est très probable que la propension des Yankees à adopter rapidement l'attitude despotique et fanatique du nouveau piétisme protestant était un héritage des valeurs, des mœurs et de la vision du monde de leurs ancêtres puritains et de la communauté que ceux-ci avaient établie en Nouvelle-Angleterre. Ces dernières années, les trois groupes très différents et antagonistes, tous protestants, qui vinrent de régions très différentes de la Grande-Bretagne et qui s'installèrent dans différentes régions de l'Amérique du Nord se sont rappelés à nous : les puritains despotiques à l'esprit communautaire de l'East Anglia, qui s'installèrent en Nouvelle-Angleterre ; les Cavaliers du Wessex, qui s'établirent dans les régions côtières du Sud pour y devenir propriétaires terriens et planteurs ; et les Presbytériens, courageux et individualistes, qui étaient venus de la région frontalière du nord de l'Angleterre et du sud de l'Ecosse et qui s'installèrent dans le Sud et l'arrière-pays de l'Ouest (11).

Initiateur du mouvement piétiste, le révérend Charles Grandison Finney était un Yankee typique. Il était né dans le Connecticut ; très jeune, son père s'était joint aux émigrants avec sa famille et s'était installé dans une ferme de l'ouest de l'État de New York, à la frontière de l'Ontario. En 1812, deux tiers des 200 000 personnes vivant dans l'ouest de l'État de New York étaient nés en Nouvelle-Angleterre. De confession presbytérienne, en 1821, à l'âge de 29 ans, Finney se convertit au nouveau piétisme et reçut ainsi son deuxième baptême, son « baptême du Saint-Esprit », sa conversion fut grandement facilitée par le fait qu'il n'avait aucune formation religieuse et qu'il avait dû s'instruire lui-même dans ce domaine. Après avoir rejeté la tradition calviniste de l'érudition biblique, Finney fut à même de se tailler sa propre religion et d'en devenir lui-même un pasteur. Comme le mouvement de renouveau qu'il avait lancé en 1826 dans le nord de l'Ohio, où il exerçait en tant qu'avocat, avait rencontré un succès remarquable, son nouveau piétisme se répandit dans les zones yankees de l'Est et du Midwest. Finney se retira dans l'Ohio, dans la région de Western Reserve, où il devint président de l'Université d'Oberlin, dont il fit le principal centre national d'enseignement et de diffusion du piétisme post-millénariste (12).

Les piétistes (13) se sentirent vite attirés par le paternalisme étatique au niveau local et de l'État : pour essayer d'éradiquer le Démon Rhum, les activités interdites le jour du sabbat, la danse, le jeu et d'autres

formes de plaisir, mais aussi pour essayer d'interdire ou de paralyser les écoles paroissiales catholiques et pour étendre leur réseau d'écoles dans le but précis de convertir les enfants catholiques au protestantisme, ou, selon une expression commune à la fin du XX^{ème} siècle, pour « christianiser les catholiques ». Mais ils se servirent très tôt du gouvernement national : pour tenter de limiter l'immigration catholique, en réponse à l'afflux de catholiques irlandais à la fin des années 1840 ; de restreindre ou d'abolir l'esclavage ; ou d'éliminer le péché de la livraison du courrier le dimanche. Les nouveaux piétistes n'eurent donc aucun mal à élargir leur conscience pour favoriser le paternalisme dans les affaires économiques nationales. L'utilisation du grand gouvernement pour créer une économie parfaite semblait cadrer avec son utilisation pour éradiquer le péché et créer une société parfaite. Dès le début, les PPM recommandèrent l'intervention du gouvernement pour soutenir les intérêts des entreprises et protéger l'industrie américaine de la concurrence des importations étrangères. En outre, ils eurent tendance à préconiser les travaux publics et la création gouvernementale d'un pouvoir d'achat de masse à travers le papier-monnaie et la banque centrale. Les PPM gravitèrent donc rapidement autour du parti étatiste des Whigs, puis autour du Parti américain (les Know Nothings), farouchement anticatholique, pour apporter finalement un soutien inconditionnel au Parti républicain, le « parti des grandes idées morales » (14).

Mais tous les groupes religieux ne voulaient pas être soumis à la théocratie des PPM – les catholiques, les luthériens allemands, les calvinistes traditionalistes, les laïcs, les salutistes du Sud, gravitaient naturellement autour du parti politique favorable au laissez-faire, les Démocrates. Les Démocrates, dont le parti s'était fait connaître sous le nom de « Parti de la liberté personnelle », préconisaient un petit gouvernement et le laissez-faire sur le plan économique national, c'est-à-dire la séparation de l'État et des entreprises, le libre-échange, le hard money (15).

Le Parti démocrate fut le champion du laissez-faire, du gouvernement minimal et de la décentralisation de sa création jusqu'à son rachat par les forces ultra-piétistes bryanites (l'Eglise chrétienne de la Bible) en 1896. Après 1830, l'électorat du Parti démocratique du laissez-faire fut considérablement renforcé par d'afflux de groupes religieux opposés à la théocratie Yankee.

Si le protestantisme post-millénariste donna une impulsion cruciale à l'étatisme, une des forces qui contribua le plus à la création du partenariat entre le gouvernement et l'industrie fut le zèle des hommes d'affaires et des industriels désireux de prendre en marche le train des privilèges d'Etat. Vitaux pour la coalition républicaine étaient les chemins de fer, qui étaient lourdement endettés et dépendaient des subventions gouvernementales, l'industrie pennsylvanienne du fer et de l'acier, chroniquement inefficace et perpétuellement en quête de droits de douane élevés pour les protéger de la concurrence des importations. Lorsque les industriels, comme c'était souvent le cas, étaient à la fois des piétistes yankees post-millénaristes cherchant à imposer une société parfaite et des industriels

inefficaces sollicitant une aide du gouvernement, la fusion de la doctrine religieuse et de l'intérêt économique commençait à déterminer fortement leurs actions.

Les femmes yankees : la force motrice

De tous les militants yankees favorables aux « réformes » étatiques la force la plus formidable fut peut-être le groupe des femmes yankees, en particulier celles de la classe moyenne ou de la classe supérieure et tout particulièrement les célibataires, dont la prédisposition à mettre leur nez partout n'était pas entravée par les responsabilités familiales. Une des réformes préférées des PPM était le droit de vote pour les femmes, qui leur fut effectivement accordé dans divers Etats et dans diverses localités bien avant qu'un amendement constitutionnel ne l'impose au pays tout entier. La raison principale en était la suivante : il était évident pour tout le monde que, une fois le droit de vote accordé aux femmes yankees, la plupart d'entre elles ne mettraient pas longtemps avant de se ruer vers les urnes, alors que les femmes catholiques croyaient que leur place était à la maison et dans leur famille et ne s'intéressaient pas à la politique. Donc, l'élargissement du droit de vote aux femmes fut une façon de grossir le nombre total de voix des post-millénaristes au détriment des catholiques et des luthériens.

L'impact de la transformation évangélique du protestantisme dans les années 1820 et 1830 sur l'activisme des femmes est bien décrit par l'historienne féministe Carroll Smith-Rosenberg

« Les mouvements religieux féminins se multiplièrent. Les femmes converties à l'évangélisme formaient des « Groupes de Saintes » pour aider l'évangéliste à répandre la doctrine évangélique. Elles se réunissaient avec lui à l'aube pour l'aider à planifier des stratégies évangéliques de la journée. Elles collaient dans les lieux publics des affiches incitant les gens à participer aux réunions évangéliques, faisaient pression sur les commerçants pour qu'ils ferment leurs boutiques [à ces occasions] et organisent des services religieux, abordaient des pécheurs et priaient avec eux. Même si elles étaient « de simples femmes », elles présidaient chez elles des veillées de prière qui se prolongeaient tard dans la nuit. La plupart de ces femmes étaient mariées et étaient des membres respectées de communautés respectables. Pourtant, transformées par le zèle millénariste, elles ignoraient pratiquement toutes les contraintes qui pesaient sur le comportement des femmes. Elles revendiquaient cagotement le contrôle de l'espace sacré. Elles portaient le message du Christ dans les rues, même dans les nouveaux quartiers pauvres (16).

Les premières dirigeantes du mouvement des suffragettes furent au départ d'ardentes partisans du prohibitionnisme, la principale préoccupation politique des protestants post-millénaristes. Toutes

étaient yankees et, dans un premier temps, leurs activités furent concentrées dans le cœur yankee de l'État de New York. Susan Brownell Anthony, née dans le Massachusetts, fut la fondatrice de la première association de tempérance (prohibitionniste), dans l'État de New York en 1852. Celle qui avait pour fonction d'organiser aux côtés de Susan B. Anthony les activités des suffragettes et des femmes prohibitionnistes, Elizabeth Cady Stanton, venait de Johnston, dans l'Etat de New York, au cœur du Burned-Over District yankee. Le prohibitionnisme commença à se développer au cours de l'hiver de 1873-1874, quand des « femmes en croisade » surgirent dans les rues des villes de l'Ohio dans l'intention précise d'obtenir la fermeture des salons par une action directe. Dans tout le pays, des milliers de femmes prirent ensuite part à ce type d'actions au cours de l'hiver. Une fois la violence retombée, les femmes fondèrent l'Union chrétienne des Femmes pour la tempérance (WCTU) à Fredonia (près de Buffalo), dans l'Etat de New York, pendant l'été 1874. La WCTU remporta un succès foudroyant et demeura pendant des décennies le mouvement phare du prohibitionnisme.

Ce que l'on sait moins, c'est que le prohibitionnisme n'était pas le seul cheval de bataille de la WCTU. Dans les années 1880, la WCTU fit pression sur tous les États et toutes les localités pour qu'ils adoptent un vaste programme étatique d'intervention gouvernementale et de protection sociale. Ces mesures comprenaient l'interdiction des maisons closes autorisées et des quartiers de prostituées, l'imposition d'une journée de 8 heures maximales de travail, la mise en place d'infrastructures gouvernementales pour les enfants abandonnés et les enfants à charge, l'ouverture de foyers publics pour les enfants d'ouvrières, d'installations récréatives publiques pour les citoyens pauvres, l'aide fédérale à l'éducation, des écoles publiques pour les mères et la formation professionnelle publique pour les femmes. En outre, la WCTU soutenait activement le « mouvement pour la promotion du système kindergarten », qui avait pour objectif l'abaissement de l'âge à partir duquel les enfants commençaient à relever de l'autorité des enseignants et des autres professionnels de l'éducation (17).

Les progressistes et la sécularisation progressive du piétisme post-millénariste : Ely, Dewey, et Commons (18)

Un aspect crucial, mais en grande partie inconnu, de l'histoire politique américaine est la sécularisation progressive, mais inexorable, du piétisme protestant post-millénariste du milieu à la fin du XX^{ème} siècle (19). La tendance, presque dès le début, fut d'utiliser le gouvernement pour éradiquer le péché et créer une société parfaite, afin d'inaugurer le Royaume de Dieu sur terre. Elle changea lentement mais sûrement au fil des décennies : l'accent fut de moins en moins mis sur le Christ et la religion, qui devinrent des concepts de plus en plus vagues et confus, pour se porter de plus en plus vers un évangile social selon lequel le gouvernement devait corriger, organiser et planifier la société parfaite. Du redresseur de torts paternaliste qu'il était, le gouvernement fut de plus en plus divinisé, de plus en plus considéré comme le guide et le bienfaiteur d'un tout social organique. En bref, les libéraux, les Know-Nothings et les Républicains devenaient de plus en plus progressistes, eux qui allaient dominer la vie

politique et la culture à partir de 1900 ; quelques-uns des penseurs les plus radicaux étaient ouvertement socialistes, les autres se contenant d'être partisans de l'étatisme et du collectivisme organique. Et comme le marxisme devenait de plus en plus populaire en Europe après les années 1880, les progressistes se vantaient d'être des modérés, des partisans de l'étatisme organique à mi-chemin entre l'ancien laissez-faire individualiste et impitoyable d'une part et le socialisme prolétarien de l'autre. Les progressistes proposaient à la société une Troisième Voie, dans laquelle le Grand gouvernement, au service des vérités communes de la science et de la religion, permettrait d'harmoniser toutes les classes en un tout organique.

Dans les années 1880, le centre des activités des chrétiens post-millénaristes commença à se déplacer de l'Université d'Oberlin au Séminaire théologique d'Andover, dans le Massachusetts, foyer de la « nouvelle théologie » libérale.

Les libéraux d'Andover, comme le souligne Jean Quandt, insistaient sur l'« immanence de Dieu dans la nature et la société, un concept en partie issu de la doctrine de l'évolution ». De plus, « la conversion chrétienne... en venait de plus en plus à signifier l'amélioration morale progressive de l'individu ». Par conséquent, affirme Quandt, « l'identification andoverienne de Dieu avec toutes les forces régénératrices et civilisatrices de la société, jointe à l'insistance de la théologie arminienne sur les grandes réalisations morales de l'homme, annonçait une version de plus en plus laïque de la transfiguration de l'Amérique » (20). Pour le professeur Quandt, ce changement progressif, mais inévitable, équivalait en substance à une « sécularisation de la vision eschatologique ». Comme l'écrit Quandt :

« Les effusions de l'Esprit Saint, qui devaient inaugurer le Royaume dans les années 1850, furent remplacées, dans l'âge d'or et l'ère progressiste, par les progrès de la connaissance, de la culture et du christianisme éthique. Alors que, dans un premier temps, le protestantisme évangélique avait insisté sur le fait que le Royaume viendrait par la grâce de Dieu à l'œuvre dans l'histoire et non pas par un quelconque processus naturel, dans un second temps, il substitua souvent le don providentiel de la science à la grâce rédemptrice. Ces changements vers une vision plus naturaliste du progrès du monde étaient accompagnés par un changement d'attitude à l'égard des instruments du salut. Les églises et les sociétés de bienfaisance qui leur étaient liées étaient encore considérées comme des instruments importants du Royaume à venir, mais une grande importance était désormais attachée à des agents messianiques impersonnels comme les sciences naturelles et les sciences sociales. L'esprit d'amour et de fraternité... était (maintenant) souvent considéré comme la réalisation de l'évolution humaine, sans grand lien avec une divinité transcendante (21). »

Les intellectuels progressistes et les dirigeants sociaux et politiques parvinrent à la notoriété tous en même temps et, fait remarquable, ils étaient presque tous nés précisément en ou vers 1860 (22).

Richard T. Ely était né dans une ferme dans l'ouest de New York, près de Fredonia, dans la région de Buffalo (23). Son père, Ezra, descendant de réfugiés puritains de l'Angleterre de la Restauration, appartenait à une longue lignée de prêtres congrégationalistes et presbytériens. Ezra, venu du Connecticut rural, était un fermier dont la terre pauvre n'était adaptée qu'à la culture de l'orge ; ardent prohibitionniste, il refusait d'approuver l'orge, car le principal produit de consommation tiré de l'orge était la bière. Esdras était un sabbataire fanatique qui interdisait les jeux et les livres (sauf la Bible) le jour du sabbat et détestait le tabac ainsi que l'alcool.

Richard était très religieux, mais pas aussi pieux que son père; il était mortifié de ne pas avoir fait l'expérience de la conversion dans sa jeunesse. Il apprit très tôt à s'entendre avec de riches bienfaiteurs et emprunta une somme d'argent considérable à son camarade de classe britannique, Edwin R. A. Seligman, héritier de la banque d'investissement du même nom de New York. Diplômé de Columbia en 1876, dans un pays où il n'y avait pas encore de programme de doctorat, Ely, comme la plupart des économistes, des historiens, des philosophes et des sociologues de sa génération, se rendit en Allemagne pour en passer un. Comme ses camarades, Ely était enchanté par la Troisième Voie, ou étatisme organique, que lui et les autres pensaient avoir trouvée dans Hegel et dans la doctrine sociale allemande. Comme par hasard, Ely, à son retour d'Allemagne avec un doctorat en poche à l'âge de 28 ans, devint le premier professeur d'économie politique de la première institution américaine d'études supérieures, l'Université Johns Hopkins. Ely y enseigna et y trouva des disciples parmi une pléiade d'économistes, de sociologues et d'historiens étatistes en herbe, dont certains étaient à peine plus âgés que lui, comme le sociologue et économiste de Chicago Albion W. Small (né en 1854), l'économiste de Chicago Edward W. Bemis, l'économiste et sociologue Edward Alsworth Ross, le président du City College de New York John H. Finlay, l'historien Frederick Jackson Turner du Wisconsin et le futur président Woodrow Wilson.

Durant les années 1880, Ely, comme tant de piétistes post-millénaristes remarquablement actifs, fonda l'Association économique américaine et la dirigea d'une main de fer pendant plusieurs années ; il fonda également et fut le premier président de l'Institut de sociologie chrétienne, qui s'engagea à « présenter... le royaume (de Dieu) comme l'idéal complet de la société humaine à réaliser sur terre ». Ely prit pratiquement les reines des camps d'été du mouvement évangélique Chautauqua et son livre, *Introduction to Political Economy*, devint un best-seller, en grande partie parce qu'il fut distribué par et fut une lecture obligatoire du Cercle littéraire et scientifique Chautauqua pendant un demi-siècle. En 1891, Ely fonda l'Union sociale-chrétienne de l'Église épiscopale protestante avec le révérend ouvertement socialiste William Dwight Porter Bliss qui fut le fondateur de l'Association des socialistes chrétiens. Ely était également fasciné par le syndicat socialiste des Chevaliers du travail, qu'il qualifia

avec enthousiasme de « véritablement scientifique » et dont il salua l'une des publications, The Labor Movement (1891) ; cependant, les Chevaliers s'effondrèrent brutalement en 1887.

Découragé de ne pas obtenir un poste de professeur titulaire à Hopkins, Ely, grâce à son ancien élève Frederick Jackson Turner qui enseignait à l'Université du Wisconsin, non seulement réussit à décrocher un poste de professeur dans cette université en 1892, mais devint le président d'un nouvel institut, une Ecole d'économie, de science politique et d'histoire, dans laquelle il était celui qui avait le salaire le plus élevé. Universitaire talentueux, bâtisseur d'empire, il réussit à trouver des fonds et pour un professeur adjoint, un camarade d'université et pour la grande bibliothèque de son institut.

Ely attira ses anciens élèves préférés à Wisconsin et Ely et ses anciens et nouveaux étudiants devinrent les principaux conseillers de l'administration de Robert M. La Follette (né en 1855), lorsque celui-ci devint le gouverneur progressiste du Wisconsin en 1900. Grâce à La Follette, Ely et les autres furent les pionniers des programmes nationaux de l'État-providence. De manière significative, La Follette avait fait ses débuts dans la politique au Wisconsin en tant qu'ardent prohibitionniste.

Le point essentiel de la pensée d'Ely est qu'il divinisa quasiment l'Etat. « Dieu, déclara-t-il, agit par l'intermédiaire de l'État pour accomplir ses desseins plus universellement que par toute autre institution » (24). Encore une fois, c'est le professeur Quandt qui résume le mieux la pensée d'Ely :

« Aux yeux d'Ely, le gouvernement était l'instrument divin par lequel nous devons agir. Sa prééminence comme instrument divin était fondée sur l'idée de suppression de la division entre le sacré et le séculier qui était née après la Réforme et sur la capacité de l'État à mettre en œuvre des solutions éthiques aux problèmes publics. La même identification du sacré et du profane... permit à Ely de diviniser l'Etat tout en socialisant le christianisme. Il pensait que le gouvernement était le principal instrument divin de rédemption (25). »

Il ne faut pas croire que la vision d'Ely était totalement laïque.

Au contraire, le Royaume n'était jamais loin de ses pensées. C'était la tâche des sciences sociales d'« enseigner la complexité du devoir chrétien de fraternité ». Grâce à des instruments tels que la révolution industrielle, les universités, les églises, par la fusion de la religion et de la science sociale, s'instaurera, croyait Ely, « la Nouvelle Jérusalem » « que nous attendons tous avec impatience ». Et puis

« la terre [deviendra] une nouvelle terre et toutes ses villes les villes de Dieu ». Et ce Royaume, selon Ely, approchait rapidement.

Un exemple frappant de la sécularisation d'un leader progressiste post-millénariste est le célèbre fondateur de la philosophie pragmatiste et de l'éducation progressiste, le prophète de la grande démocratie athée, le philosophe John Dewey (né en 1859). Il est peu connu que, au tout début de sa carrière apparemment sans fin, Dewey fut un ardent prédicateur du postmillénarisme et de la venue du Royaume. Dans un discours à l'Association chrétienne des étudiants du Michigan, Dewey fit valoir que la notion biblique du Royaume terrestre de Dieu était une vérité précieuse que le monde avait oubliée, mais que, désormais, le développement de la science moderne et de la communication des connaissances avait préparé le monde à l'avènement temporelle du « Royaume de Dieu » « ... la Vie commune incarnée, le but... qui animait tous les hommes et les rassemblait en un tout harmonieux ». La science et la démocratie, exhorta Dewey, rétablissent ensemble la vérité religieuse et, avec cette nouvelle vérité, la religion peut contribuer à l'« unification spirituelle de l'humanité, la réalisation de la confrérie humaine, tout ce que Christ a appelé le Royaume de Dieu sur la terre... ».

Pour Dewey, la démocratie était un « fait spirituel ». En effet, elle est le « moyen par lequel la vérité se révèle ». Il n'y avait que dans la démocratie, affirma Dewey, que « la communauté d'idées et d'intérêt par la communauté d'action, que l'incarnation de Dieu en l'homme (l'homme en tant qu'organe de la vérité universelle) devient un être vivant, quelque chose de présent ».

Dewey concluait par un appel à l'action : « Peut-on concevoir une tâche plus élevée, plus inspirante ? Fusionner le principe social et le principe religieux, abattre les barrières du pharisaïsme et de l'affirmation de soi, qui isolent la pensée et la conduite religieuses de la vie quotidienne de l'homme, faire de l'Etat une République de la vérité – assurément, voilà une cause pour laquelle il vaut la peine de lutter (26). » Ainsi, avec Dewey, la sécularisation définitive est proche : la vérité de Jésus-Christ était la vérité révélée à l'homme par la science moderne et la démocratie moderne. De toute évidence, Dewey, comme d'autres progressistes qui était dans la même situation, n'avait plus qu'un pas à franchir pour abandonner le Christ et pour garder sa foi ardente dans la capacité du gouvernement, de la science et de la démocratie à instaurer le Royaume d'un Dieu athée sur la terre (27).

Si Richard T. Ely était le PPM et le progressiste le plus en vue dans l'économie et les sciences sociales, le principal militant progressiste était son infatigable et cher alter ego, le professeur John Rogers Commons (né en 1862). Commons avait été étudiant d'Ely à Johns Hopkins et, même s'il avait raté ses études supérieures, il demeura toujours le bras droit d'Ely et un militant et devint professeur d'économie à l'Université du Wisconsin. Commons fut un des membres les plus importants de la Fédération civique

nationale, la principale organisation progressiste qui réclamait la mise en place de l'étatisme dans l'économie. La Fédération civique nationale était un organe financé par les grandes entreprises, qui publiait des articles en faveur de et faisait pression pour l'établissement d'une législation type sur l'assurance-chômage au niveau fédéral et national, la réglementation fédérale du commerce et la réglementation des services publics. En outre, elle fut la principale inspiratrice des politiques progressistes de 1900 à l'entrée des États-Unis dans la Première Guerre mondiale. Commons fut aussi l'un des fondateurs et le principal dirigeant de l'Association américaine pour la législation du travail (AALL), encore plus explicitement de gauche, qui, à partir de 1907, eut une influence déterminante sur les travaux publics, le montant du salaire minimum, la durée légale du travail et la législation syndicale. L'AALL, financé par les industriels Rockefeller et Morgan, fut très influente dans les années 1920 et 1930. Le secrétaire exécutif de l'AALL fut pendant de nombreuses décennies John B. Andrews qui commença comme assistant de Commons à l'Université du Wisconsin.

John R. Commons était un descendant du célèbre martyr puritain anglais John Rogers. Ses parents avaient quitté le Vermont rural pour s'installer dans la très yankee et farouchement post-millénariste région de Western Reserve du nord-est de l'Ohio. Son père était fermier, sa mère, extrêmement énergique, institutrice et diplômée du siège virtuel des PMP, Oberlin College. La famille s'établit dans le nord-est de l'Indiana. Le père de Commons, le pilier financier de la famille, était un presbytérien piétiste très religieux et un ardent prohibitionniste républicain de toujours. Maman Commons était impatiente que son fils devienne pasteur et, quand Commons s'inscrivit à Oberlin en 1882, elle l'y accompagna ; la mère et le fils y fondèrent et publièrent un magazine prohibitionniste. Bien que Républicain, Commons vota prohibitionniste à l'élection nationale de 1884. Commons se trouvait chanceux d'être à Oberlin et d'y être arrivé alors que venait de s'y former la Ligue anti-bar, le groupe de pression qui allait devenir la plus grande force unie à introduire le prohibitionnisme en Amérique. L'animateur national de la Ligue était Howard W. Russell, ancien étudiant en théologie à Oberlin.

À Oberlin, Commons trouva un mentor affectueux, James Monroe, professeur de sciences politiques et d'histoire, qui réussit à convaincre deux administrateurs d'Oberlin de financer les études supérieures de Commons à Johns Hopkins. Monroe était lui-même un PPM profondément religieux, protectionniste et prohibitionniste et, pendant 30 ans, fut représentant républicain de Western Reserve au Congrès. Commons acheva ses études à Oberlin en 1888 et s'inscrivit à l'Université Johns Hopkins (28). Avant d'aller dans le Wisconsin, Commons enseigna dans plusieurs établissements d'enseignement supérieur, dont Oberlin, l'Université de l'Indiana, l'Université de Syracuse et contribua à fonder l'Institut américain de sociologie chrétienne au nom du socialisme-chrétien.

Non seulement Commons, une fois dans le Wisconsin, allait devenir le principal inspirateur et activiste de l'« Idée du Wisconsin », contribuer à mettre en place l'Etat-providence régulateur dans cette région, mais plusieurs de ses étudiants de doctorat à l'Université du Wisconsin allaient exercer une influence

déterminante sur le New Deal de Roosevelt. Selig Perlman, nommé à la chaire de Commons à l'Université du Wisconsin, fut, à la suite de son mentor, le théoricien majeur des politiques et des pratiques de la bien-aimée Fédération américaine du travail de Commons. Et deux autres étudiants de Commons, Arthur J. Altemeyer et Edwin E. Witte, devinrent hauts fonctionnaires de la Commission industrie du Wisconsin, fondée par Commons pour appliquer la législation syndicale de cet État. Altemeyer et Witte furent ensuite les principaux inspireurs de la législation de Franklin Roosevelt sur la sécurité sociale (29).

Les femmes progressistes yankees

Les Ely, Commons et Dewey auraient pu jouir d'une plus grande notoriété, mais les femmes progressistes yankees fournirent les troupes de choc du mouvement progressif et donc de l'Etat-Providence en plein essor. Comme les hommes, elles se sécularisèrent progressivement, mais irrésistiblement, au fil des décennies.

Le premier groupe des abolitionnistes était composé de chrétiens fanatiquement post-millénaristes, mais le groupe postérieur des progressistes, nés, comme nous l'avons vu, dans les années 1860, n'était pas moins fanatique, encore que plus laïque et moins orienté vers le concept de Royaume de Dieu. L'évolution était pratiquement inévitable ; après tout, si votre activisme d'évangéliste chrétien n'avait pratiquement rien à voir avec la croyance chrétienne, la liturgie chrétienne ou la notion protestante de réforme personnelle, mais se préoccupait exclusivement d'utiliser le pouvoir du gouvernement pour éduquer toute la société, éradiquer le péché et favoriser l'avènement d'une société parfaite, si le gouvernement était réellement le principal instrument divin du salut, il est naturel que le rôle du christianisme dans votre activité pratique fût relégué au second plan. Le christianisme devint un bruit de fond ; votre activité pratique visait à utiliser le gouvernement pour éradiquer l'alcool, la pauvreté ou tout ce qui était défini comme étant un péché et à imposer vos propres valeurs et principes à la société.

En outre, à la fin du XIX^{ème} siècle, alors que le groupe de 1860 atteignait l'âge mûr, davantage d'occasions plus spéciales se présentèrent aux femmes de faire de l'activisme en faveur de l'étatisme et de l'intervention du gouvernement. Les activités des groupes les plus anciens, ceux des femmes en croisade, avaient été des activités à court terme et avaient reposé donc sur les flambées d'enthousiasme de femmes mariées. Cependant, comme l'activisme féminin se professionnalisait et se spécialisait dans le travail social et les centres d'œuvres sociales, il laissait peu de place aux femmes, sauf aux célibataires de la classe supérieure et de la classe moyenne-supérieure, qui répondirent à l'appel en grand nombre. Les centres d'œuvres sociales, il convient de souligner, n'étaient pas simplement des organisations

privées ayant pour mission de venir en aide aux pauvres ; ils étaient conçus pour être le fer de lance du changement social et du programme d'intervention et de réforme du gouvernement.

La plus importante des assistantes sociales progressistes yankees, emblématique de l'ensemble du mouvement, fut Jane Addams (née en 1860). Son père, John H. Addams, était un quaker piétiste qui s'était installé dans le nord de l'Illinois, avait construit une scierie, investi dans les chemins de fer et les banques et était devenu l'un des hommes les plus riches du nord de l'Illinois. John H. Addams était un républicain de toujours, qui assista à la réunion de fondation du Parti républicain à Ripon, Wisconsin en 1854 et fut sénateur républicain pendant 16 ans.

Diplômée de l'une des premières universités féminines, le Séminaire de Rockford, en 1881, Jane Addams fut profondément affectée par la mort de son père bien-aimé. Intelligente, grande bourgeoise et énergique, elle se rongait les sangs pour savoir ce qu'elle allait faire de sa vie. Elle n'avait aucun intérêt pour les hommes, le mariage était donc peu probable ; en effet, elle semble avoir eu plusieurs intenses aventures lesbiennes (30).

Après huit ans d'indécision, Jane Addams décida de se consacrer au travail social et fonda le fameux centre d'œuvres sociales Hull House dans les quartiers pauvres de Chicago en 1889. Jane avait été inspirée par la lecture du très influent critique d'art anglais John Ruskin, professeur à Oxford, socialiste chrétien et critique cinglant du laissez-faire capitaliste. Ruskin était le leader charismatique du socialisme chrétien en Angleterre, qui avait de l'influence sur le clergé anglican. L'un de ses disciples était l'historien Arnold Toynbee, en l'honneur duquel Canon Samuel A. Barnett, un autre ruskinien, fonda le centre d'œuvres sociales de Toynbee Hall à Londres en 1884. En 1888, Jane Addams se rendit à Londres pour observer Toynbee Hall, où elle fit la rencontre de Canon W. H. Freemantle, ami proche et mentor de Canon Barnett et cette rencontre fut décisive pour Jane Addams, car elle la poussa à retourner à Chicago pour fonder Hull House avec son ancienne camarade d'école et amie intime, la lesbienne Ellen Gates Starr. La principale différence entre Toynbee Hall et ses homologues américains est que le personnel du premier était composé d'assistants sociaux de sexe masculin, qui y restaient pendant quelques années, avant de passer à la suite et de faire carrière, alors que le personnel des centres d'œuvres sociales américains était presque entièrement constitué de vieilles filles qui y faisaient presque toutes carrière.

Jane Addams fut capable d'utiliser ses relations dans la classe supérieure pour trouver de fervents supporters, dont un grand nombre de femmes, qui devinrent ses amies intimes et avec lesquelles elle eut probablement des relations lesbiennes. Une de ses indéfectibles bienfaitrices fut Mme Louise de Koven Bowen (née en 1859), dont le père, Jean de Koven, un banquier de Chicago, avait amassé une

grande fortune. Mme Bowen devint une amie intime de Jane Addams ; elle devint aussi la trésorière de Hull House et fit même construire le bâtiment de ce centre d'œuvres sociales. Parmi les autres femmes de la société qui soutinrent Hull House, on peut citer Mary Rozet Smith (qui eut une aventure lesbienne avec Jane Addams) et Mme Russell Wright, la mère du futur célèbre architecte Frank Lloyd Wright. Marie Rozet Smith fut en mesure de remplacer Ellen Starr dans le cœur de Jane Addams. Elle le fit de deux façons : en étant totalement soumise, jusqu'à l'autodénigrement, à la militante Mlle Addams et en fournissant un soutien financier conséquent à Hull House. Mary Jane et elle se proclamèrent « mariées » l'une à l'autre.

L'une des proches collaboratrices et probables amantes de Jane Addams à Hull House fut la coriace et truculente Julia Clifford Lathrop (née en 1858), dont le père, William, avait émigré de l'État de New York à Rockford dans le nord de l'Illinois (31). William Lathrop, avocat, était un descendant de John Lathrop, l'éminent non-conformiste Anglais et pasteur yankee. William devint l'administrateur du Séminaire de Rockford et fut élu sénateur de l'Illinois sous l'étiquette républicaine. Sa fille Julia, diplômée du Séminaire peu avant Addams, poursuivit ses études supérieures au Vassar College. Julia Lathrop emménagea à Hull House en 1890 et fit une longue carrière dans le travail social et les services gouvernementaux. Julia fonda le premier tribunal pour mineurs du pays, à Chicago en 1899, avant de devenir le premier membre féminin du Conseil des organismes de bienfaisance de l'État de l'Illinois et présidente de l'Institut national du travail social. En 1912, Lathrop fut nommée par le Président Taft à la tête du premier Bureau de l'enfance.

Enclavé dans le gouvernement fédéral, le Bureau de l'enfance devint un avant-poste de l'Etat-providence et du travail social. Ses activités rappellent étrangement et désagréablement l'époque moderne. Ainsi, le Bureau de l'enfance était le centre de la propagande et du plaidoyer pour les subventions et les programmes fédéraux, propagande en faveur des mères et des enfants de la nation – une sorte de préfiguration macabre des « valeurs familiales » et des préoccupations d'Hillary Rodham Clinton pour les « enfants » et pour le Fonds de protection de l'enfance. Le Bureau de l'enfance décréta une « Semaine du bébé » en mars 1916 et à nouveau en 1917 et déclara 1918 « L'Année de l'enfant ».

Après la Première Guerre mondiale, Lathrop et le Bureau de l'enfance firent du lobbying au Congrès à la fin de 1921 pour la loi Sheppard-Towner de protection de la maternité et de la petite enfance, en vertu de laquelle l'Etat fournirait des fonds aux États qui ouvriraient un Bureau de protection et d'hygiène de l'enfance et offrirait un enseignement public en matière de soins maternels et infantiles par des infirmières et des médecins. Ce furent là les débuts de la médecine sociale ainsi que de la famille sociale. Cet enseignement public était offert aux particuliers à domicile et dans les centres de santé et aux professionnels de la santé dans chaque région. Ce qui fait froid dans le dos est qu'il était également prévu que ces États, à qui l'Etat faisait miroiter des subventions fédérales, retireraient leurs enfants aux parents en cas d'« insuffisance de soins », la norme en la matière étant déterminée, bien sûr, par le

gouvernement et ses présumés professionnels. D'autre part, l'enregistrement des naissances devenait obligatoire et le gouvernement fédéral accordait des aides aux femmes enceintes et à l'enfance.

Julia Lathrop contribua à persuader Sheppard-Towner d'étendre le projet de loi initial – dont la mesure phare, qui ne concernait que ceux qui étaient incapables de payer – à tout le monde. Lathrop déclara : « Le projet de loi est conçu pour mettre l'accent sur la nécessité pour l'Etat de renforcer sa responsabilité publique en matière de protection de la vie, comme nous reconnaissons déjà la responsabilité publique en matière d'éducation des enfants dans nos écoles publiques. » La logique du processus cumulatif d'intervention publique était irrésistible ; il est regrettable que personne n'ait renversé cette logique et n'ait lancé une campagne pour l'abolition de l'enseignement public.

Si aucun des adversaires de Sheppard-Towner n'alla jusqu'à appeler à la suppression de l'enseignement public, le sénateur James A. Reed, fervent défenseur du laissez-faire, mit les points sur les i. Caustique, Reed déclara qu'« il est maintenant proposé de mettre les mères de la patrie sous le contrôle de quelques femmes célibataires en poste à Washington... Nous ferions mieux d'inverser la proposition et de créer un comité de mères pour prendre en charge ces vieilles filles et leur apprendre à trouver un mari et à avoir elles-mêmes des bébés » (32). Le sénateur Reed mit peut-être ainsi le doigt sur les motivations de ces progressistes yankees.

À peu près au même moment où Jane Addams et ses amies fondaient Hull House, des centres d'œuvres sociales étaient ouverts à New York et à Boston, aussi par des vieilles filles yankees et aussi sur le modèle de Toynbee Hall. En fait, le fondateur du premier centre d'œuvres sociales à New York, centre qui devait cependant fermer rapidement, fut Stanton Coit (né en 1857 dans le nord de l'Ohio), dont le père était un marchand prospère et un descendant du puritain yankee du Massachusetts John Coit. Coit obtint un doctorat à l'Université de Berlin, travailla à Toynbee Hall, puis établit La Guilde des voisins à New York en 1886, qui ne dura pas plus longtemps ; elle ferma l'année suivante. Inspirées par cet exemple, trois lesbiennes yankee créèrent la College Settlement Association en 1887, qui ouvrit des centres d'œuvres sociales à New York en 1889, à Boston et à Philadelphie quelques années plus tard. La fondatrice principale fut Vida Dutton Scudder (née en 1861), riche bostonienne dont le père avait été missionnaire congrégationaliste en Inde. Diplômée de l'université du Smith College en 1884, Vida étudia la littérature à Oxford et devint une disciple de Ruskin et une socialiste chrétien et atterrit à l'Université de Wellesley, où elle enseigna pendant plus de 40 ans. Vida Scudder devint épiscopaliennne, sincèrement socialiste et membre de la Ligue des syndicats féminins. Les deux autres fondatrices de l'Association furent Katharine Coman (née en 1857) et sa lesbienne amante de longue date Katharine Lee Bates. Katharine Coman était née dans le nord de l'Ohio d'un père qui avait été un ardent abolitionniste et avait enseigné dans le nord-ouest de l'État de New York, avant de s'établir dans une ferme de l'Ohio à la suite des blessures qu'ils avaient reçues pendant la guerre civile. Diplômée de l'Université du Michigan, Coman enseigna l'histoire et l'économie politique à Wellesley et fut nommée plus tard à la chaire d'économie de cette

université. Coman et Bates se rendirent en Europe pour étudier et pour apprendre comment promouvoir l'assurance sociale aux États-Unis. Katharine Bates était professeure d'anglais à Wellesley. Coman devint la chef de file de la Ligue nationale des consommateurs et de la Ligue des syndicats féminins.

L'initiatrice de la notion de Bureau de l'enfance, Florence Kelley qui fit du lobbying pour le Bureau de l'enfance et pour la loi Sheppard-Towner, fut l'une des rares femmes activistes à être en quelque sorte unique et paradigmatique à la fois. À bien des égards, elle ressemblait aux autres femmes progressistes. Elle était née en 1859, son père, William D. Kelley, était un riche sénateur républicain de Philadelphie, dont l'attachement aux tarifs protectionnistes, en particulier pour l'industrie du fer de Pennsylvanie, était si fort qu'il lui valut le surnom de « Pig Iron ». Protestant irlandais, il était un abolitionniste et un Républicain radical.

Florence Kelley différait de ses collègues pour deux raisons : (a) elle était la seule à se dire marxiste et (b) elle n'était ni célibataire, ni lesbienne. Toutefois, dans le long terme, ces différences n'eurent pas beaucoup d'importance. Car le marxisme affiché de Kelley n'était pas, dans la pratique, très différent, dans ses conséquences politiques, du socialisme ou du progressisme fabien moins systématique de ses sœurs. Elle put prendre sa place à l'autre bout d'un éventail qui n'était pas vraiment très éloigné du courant dominant des femmes non-marxistes. En ce qui concerne le deuxième point, Florence Kelley réussit à se débarrasser de son mari en très peu de temps et à refiler l'éducation de ses trois enfants à des amies qui adoraient les enfants. Ainsi, la maison et le foyer ne s'avérèrent pas un obstacle au militantisme de Florence Kelley.

Diplômée de l'Université de Cornell, Florence partit étudier à l'Université de Zurich. Elle ne tarda pas à s'y convertir au marxisme et traduisit en anglais La situation de la classe laborieuse d'Engels. A Zurich, Florence rencontra et épousa un étudiant en médecine russe, juif et marxiste, Lazare Wischnewsky, en 1884. Elle s'installa à New York avec son mari, dont elle avait trois enfants en 1887. A New York, Florence créa rapidement la Ligue des consommateurs new yorkais et réussit à faire adopter une loi relative à l'inspection des femmes dans les usines. En 1891, Florence quitta son mari avec ses enfants et se rendit à Chicago pour des raisons qui restent inconnues à ses biographes. À Chicago, elle atterrit inévitablement à Hull House, où elle demeura toute une décennie. Pendant ce temps, la volumineuse, volcanique et hâbleuse Florence Kelley contribua à radicaliser Jane Addams. Dans l'Illinois, Kelley réussit à faire adopter une loi établissant une journée légale de travail de huit heures pour les femmes. Elle devint ensuite le premier inspecteur de fabriques de l'Etat de l'Illinois ; elle s'entoura exclusivement de socialistes.

Le mari de Florence Kelley, le Dr Wischnewetsky, avait été relégué aux oubliettes de l'histoire. Mais qu'en fut-il de ses enfants ? Alors que Florence s'attaquait à la tâche de transformer l'Illinois en un Etat socialiste, elle réussit à confier l'éducation de ses enfants à son ami Henry Demarest Lloyd, éminent journaliste de gauche du Chicago Tribune et à sa femme, la fille de l'un des propriétaires du Tribune.

En 1899, Florence Kelley retourna à New York, où, pendant vingt-cinq ans, elle résida dans ce qui était alors le centre d'œuvres sociales le plus important de cette ville, le Henry Street Settlement dans le quartier de Lower East Side. Kelley fonda la Ligue nationale des consommateurs et fut la principale lobbyiste du Bureau fédéral de l'enfance et de la loi Sheppard-Towner. Elle lutta pour l'adoption des lois sur le salaire minimum et le nombre maximal d'heures de travail pour les femmes, se battit pour la ratification d'un amendement de la Constitution sur l'égalité des droits de la femme et trouva même le moyen de devenir membre fondatrice de l'Association nationale pour la promotion des gens de couleur (NAACP). Lorsque dans les années 1920, elle fut accusée d'être une bolchevique, Florence Kelley souligna hypocritement qu'elle appartenait à une bonne famille de Philadelphie – comment un membre d'une telle famille aurait-il pu être marxiste (33) ?

Une autre Yankee new-yorkaise très importante et très riche était Mary Melinda Kingsbury Simkhovitch (née en 1867). Née à Chestnut Hill, dans le Massachusetts, Mary Melinda était la fille d'Isaac Kingsbury, congrégationaliste et marchand républicain très en vue. Elle était la nièce d'un administrateur de la Compagnie des chemins de fer de Pennsylvanie et une cousine du dirigeant de la Standard Oil de Californie. Diplômée de l'Université de Boston, Mary Melinda voyagea en Europe avec sa mère, étudia en Allemagne et fut profondément émue par le socialisme et le marxisme. Après s'être fiancée à Vladimir Simkhovitch, un savant russe, elle le rejoignit à New York, lorsqu'il eut obtenu un poste à l'Université Columbia. Avant d'épouser Simkhovitch, Mary Melinda devint concierge de l'immeuble de l'Association de l'Ordre à New York, étudia encore davantage le socialisme et apprit le yiddish afin d'être en mesure de mieux communiquer avec ses voisins du Lower East Side. Même après avoir épousé Simkhovitch et avoir eu deux enfants de lui, Mary Melinda fonda son propre centre d'œuvres sociales à Greenwich House, adhéra à la Ligue des consommateurs new yorkais et à la Ligue nationale des syndicats de femmes et se battit pour les pensions de vieillesse et les logements sociaux.

Un rôle particulièrement important dans le développement de l'étatisme et l'adoption du programme de réformes sociales dans l'Etat de New York fut joué par la riche et influente famille Dreier, qui donna naissance à plusieurs filles entreprenantes. Les Dreier étaient des Américains d'origine allemande, mais ils auraient tout aussi bien pu être yankees, car ils étaient de fervents – pour ne pas dire fanatiques – piétistes évangéliques. Leur père, Theodore Dreier, avait émigré de Brême et était devenu un marchand prospère ; pendant la guerre civile, il retourna à Brême et épousa sa jeune cousine, Dorothy Dreier, la fille d'un pasteur évangélique. Tous les matins, les quatre filles Dreier et leur frère, Edward (né en 1872) lisaient la Bible et chantaient des hymnes.

En 1898, le père Dreier mourut, laissant plusieurs millions de dollars à sa famille. Sa fille aînée, Margaret (née en 1875), sut trouver les mots pour persuader ses frères et sœurs de la laisser se livrer à sa guise à des activités radicales et philanthropiques (34). Pour dramatiser son altruisme et son prétendu « sacrifice », Margaret Dreier avait l'habitude de porter des vêtements de mauvaise qualité. Membre active de la Ligue des consommateurs, Margaret, à la fin de 1904, adhéra avec sa sœur à la Ligue des syndicats féminins, qu'elle finança généreusement. Bientôt, Margaret devint présidente de la branche new yorkaise de Ligue des syndicats féminins et trésorière nationale de cette Ligue. Margaret Dreier la présida de 1907 à 1922.

Au printemps de 1905, Margaret Dreier rencontra et épousa l'aventurier progressiste de Chicago Raymond Robins (né en 1874). Ils s'étaient rencontrés, comme il se doit, à une conférence que celui-ci avait faite sur l'Évangile Social dans une église évangélique de New York. Les Robins devinrent le premier couple progressiste du pays. Les activités de Margaret ralentirent à peine, puisque les partisans de l'État-providence étaient aussi actifs à Chicago qu'à New York.

Raymond Robins eut une carrière mouvementée de vagabond et de nomade. Né en Floride, abandonné par son père et délaissé par sa mère, Robins roula sa bosse dans tout le pays et réussit à obtenir un diplôme de droit en Californie, où il devint progressiste et partisan du syndicalisme. Alors qu'il prospectait de l'or en Alaska, il eut la vision d'une croix en flammes dans la nature sauvage et devint pasteur ; il était orienté vers l'Évangile social. Après s'être installé à Chicago en 1901, il se distingua comme employé dans un centre d'œuvres sociales et, naturellement, fréquenta Hull House et fraya avec « Sainte Jeanne » Addams.

Deux ans après le mariage de Robbins avec Margaret Dreier, la sœur de celle-ci, Mary, vint le voir et lui avoua l'immense amour qu'elle avait pour lui. Robins persuada Mary de transmuter sa honteuse passion secrète sur l'autel de la réforme sociale de gauche ; ils entretenirent toute leur vie une correspondance secrète dont le seul sujet fut l'« Ordre de la Croix flamboyante », une société secrète qu'ils avaient créée et dont ils étaient les deux seuls membres.

La contribution la plus importante de Margaret Dreier à la cause fut peut-être de persuader des femmes huppées de mettre leur richesse au service des programmes de gauche et de l'État-providence de la Ligue des syndicats féminins. Parmi les partisans de la Ligue il y avait Anne Morgan, fille de J. Pierpont Morgan; Abby Aldrich Rockefeller, fille de John D. Rockefeller, Jr., Dorothy Whitney Straight, héritière d'une famille liée aux Rockefeller, les Whitney ; Mary Eliza McDowell (née en 1854), une ancienne de Hull House, dont le père était propriétaire d'une aciérie à Chicago ; et les très riches Anita McCormick

Blaine, fille de Cyrus McCormick, l'inventeur de la moissonneuse mécanique, qui avait déjà été intronisé dans le mouvement par Jane Addams (35).

Nous ne quitterons pas la scène de Chicago sans avoir noté l'attrance de plus en plus grande de la génération suivante de gauchistes pour le militantisme et le monde universitaire. Sophonisba Breckenridge (née en 1866) était une riche universitaire célibataire qui venait d'une importante famille du Kentucky et était l'arrière-petite-fille d'un sénateur américain. Elle non plus n'était pas yankee, mais elle était très clairement lesbienne. Mécontente d'être avocate dans le Kentucky, Sophonisba intégra l'Université de Chicago et devint la première femme à obtenir un doctorat en science politique en 1901. Pendant le reste de sa carrière, elle enseigna les sciences sociales et le travail social à l'Université de Chicago, où elle devint le mentor d'Edith Abbott (née en 1876), avec qui elle eut probablement une longue relation lesbienne. Edith Abbott, née dans le Nebraska, avait été secrétaire de la Ligue syndicale de Boston et avait étudié à la London School of Economics, où elle avait été fortement influencée par les Webb, les dirigeants du socialisme fabien. Comme on pouvait s'y attendre, elle vécut et travailla dans un centre d'œuvres sociales londonien. Puis Edith prépara un doctorat en économie à l'Université de Chicago, qu'elle obtint en 1905. Devenue enseignante à Wellesley, Edith rejoignit bientôt sa jeune sœur à Hull House en 1908, où elles vécurent pendant les douze années suivantes, Edith en tant que directrice des études sociales de Hull House. Au début des années 1920, Edith Abbott devint doyenne d'University of Chicago School of Social Service Administration, dont elle coédita la Revue des services sociaux avec son amie et mentor Sophonisba Breckenridge.

Grace Abbott, de deux ans plus jeune qu'Edith, se dirigea plutôt vers le militantisme. La mère des sœurs Abbott était venue du nord-ouest de l'État de New York et était sortie diplômée du Séminaire féminin de Rockford ; leur père était un avocat de l'Illinois qui était devenu lieutenant-gouverneur du Nebraska. Grace Abbott qui vivait également à Hull House et était une amie proche de Jane Addams devint l'assistante de Julia Clifford Lathrop au Bureau de l'enfance du gouvernement fédéral en 1917 et, en 1921, succéda à sa tête à son mentor Lathrop.

Si presque toutes les militantes de la réforme sociale furent yankees, à la fin du XXème siècle les Juives commencèrent à s'y mettre. Du groupe crucial des années 1860 la Juive la plus importante fut Lillian D. Wald (née en 1867). Née dans une famille de classe moyenne-supérieure allemande et juive-polonaise à Cincinnati, Lillian et sa famille s'installèrent bientôt à Rochester, où elle devint infirmière. Elle fonda ensuite, dans le Lower East Side de New York, le centre d'œuvres sociales des Infirmières, qui allait bientôt devenir le célèbre centre d'œuvres sociales Henry Street. Ce fut Lillian Wald qui fut la première à suggérer la création d'un Bureau fédéral de l'enfance au président Theodore Roosevelt en 1905 et qui mena campagne pour le vote d'un amendement constitutionnel fédéral interdisant le travail des enfants. Tout en n'étant pas yankee, Lillian Wald continuait la tradition dominante, puisqu'elle était lesbienne – elle eut une longue relation avec son associée Lavina Dock. Lillian Wald, sans être

particulièrement riche, avait une étrange capacité à obtenir des fonds pour Henry Street, y compris de la part de grands financiers juifs tels que Jacob Schiff, Mme Salomon Loeb de la banque d'investissement de Wall Street Kuhn-Loeb et Julius Rosenwald, alors à la tête de Sears Roebuck. Un rôle tout aussi important dans le financement d'Henry Street fut joué par le Milbank Fund de la famille, affiliée aux Rockefeller, qui était aussi propriétaire de la Borden Milk Company.

Les quatre sœurs Goldmark, Helen, Pauline, Joséphine et Alice complétèrent l'important contingent de Juives socialistes activistes. Leur père était né en Pologne, avait exercé comme médecin à Vienne et était devenu membre du Parlement autrichien. Après avoir fui l'Autriche pour les États-Unis après la révolution manquée de 1848, M. Goldmark y travailla comme médecin et chimiste et fit fortune en inventant des amorces à percussion ; il contribua à la formation du Parti républicain dans les années 1850. Les Goldmark étaient installés dans l'Indiana.

A la mort du Dr. Goldmark en 1881, sa fille aînée, Helen, devint chef de famille. Helen épousa l'éminent Felix Adler, philosophe et fondateur [juif] de la Société pour la culture éthique de New York, une sorte d'unitarisme juif. Alice épousa l'éminent avocat bostonien juif Louis Brandeis Dembitz, un libéral modéré qu'elle contribua à radicaliser en le convertissant au socialisme progressiste. Pauline (née en 1874), après avoir obtenu un diplôme à Bryn Mawr en 1896, resta célibataire, fit des études supérieures en botanique, en zoologie et en sociologie à l'Université Columbia et à Barnard, puis devint secrétaire adjointe de la Ligue des consommateurs new yorkais. Militante encore plus remarquable, Joséphine Clara Goldmark (née en 1877), diplômée de Bryn Mawr en 1898, fit des études supérieures en pédagogie à Barnard, avant de devenir chargée de la communication à la Ligue nationale des consommateurs et l'auteur des manuels annuels de la Ligue. En 1908, Joséphine devint présidente du Comité des lois que la Ligue venait de créer et, avec sa sœur Pauline et Florence Kelley (ainsi qu'Alice), elle persuada Brandeis d'adresser un mémoire, resté célèbre, à la cour dans l'affaire Muller v Oregon (1908), mémoire dans lequel il affirmait que la loi de l'Oregon sur le nombre maximal d'heures de travail pour les femmes était constitutionnelle. En 1919, Joséphine Goldmark continua à gravir les échelons en devenant secrétaire du Comité de la Fondation Rockefeller pour l'étude de la formation en soins infirmiers. Joséphine Goldmark couronna sa carrière en écrivant la première biographie hagiographique de son amie et mentor dans le militantisme socialiste, Florence Kelley (36).

Le New Deal

Il ne fallut pas longtemps avant que ces progressistes et réformateurs sociaux exercent une influence déterminante sur la politique nationale américaine. Le Parti progressiste fut lancé en 1912 par les Morgan – le parti était dirigé par l'associé de Morgan, George W. Perkins – pour essayer de présenter la

candidature de Theodore Roosevelt à l'élection présidentielle de la même année et d'abattre ainsi le président William Howard Taft, qui avait rompu avec la politique pro-Morgan de son prédécesseur, Roosevelt. Le Parti progressiste regroupait tous les fers de lance de l'étatisme : les universitaires progressistes, l'homme d'affaires Morgan, les pasteurs protestants de l'Evangile social et, bien sûr, les principaux assistants sociaux progressistes.

Ainsi, les délégués à la Convention nationale progressiste de 1912 à New York comprenaient Jane Addams, Raymond Robins et Lillian D. Weld ainsi qu'Henry Moskowitz de la Société new yorkaise pour la culture éthique et Mary Kingsbury Simkhovitch de la Greenwich House de New York. Fidèle à sa position féministe, le Parti progressiste fut également le premier, si l'on fait exception du Parti prohibitionniste, à envoyer des femmes à la Convention et le premier à nommer une grande électrice, Helen J. Scott du Wisconsin. Après le succès du Parti progressiste aux élections de 1912, les assistants sociaux et les chercheurs en sciences sociales qui avaient afflué dans le parti étaient convaincus qu'ils introduisaient les valeurs pures (ou plutôt les non-valeurs) de la « science » dans la vie politique. Leurs propositions étatistes étaient « scientifiques » et toute résistance à ces mesures était donc étroite et contraire à l'esprit de la science et de la protection sociale.

Dans son organisation permanente de 1913, le Parti progressiste adopta un « Plan de Travail » qui avait été proposé par Jane Addams juste après l'élection. Sa section principale était la Science Progressiste, dirigée par l'assistant social, avocat et sociologue new yorkais Frances A. Kellor. Directeur du Bureau of Legislative Reference, un département de la section des Sciences Progressistes, le pro-syndical avocat du travail de Chicago Donald Richberg aurait plus tard une grande part dans le Railway Labor Act (Loi sur le travail dans le secteur des chemins de fer) de 1920 et dans le New Deal. L'un des membres les plus importants du Bureau de l'éducation du Parti progressiste n'était autre que John Dewey. L'importance du Département de la justice sociale et industrielle, dirigé par Jane Addams, était considérable. Sous sa houlette, Henry Moskowitz dirigeait le Comité du travail masculin et la philanthrope huppée Mary E. McDowell dirigeait le Comité du travail féminin. Le Bureau d'assurance sociale était dirigé par Paul Kellogg, rédacteur en chef de la revue de référence de service social, Survey, tandis que Lillian Wald jouait un rôle de premier plan dans le Comité de protection de l'enfance (37)

Plus important que les années grisantes que connut le Parti progressiste fut cependant l'accroissement accéléré de l'influence et de la puissance de l'Etat et du gouvernement fédéral. En particulier, le mouvement féminin des centres d'œuvres sociales exerça une énorme influence sur l'élaboration du New Deal, une influence qui a été généralement sous-estimée. Prenez, par exemple, Mary H. Wilmarth, fille d'un fabricant d'appliques à gaz et membre de la haute société de Chicago, qui avait été introduite dans le groupe des partisans fortunées de Hull House. Mary Wilmarth allait bientôt devenir l'une des principales bailleuses de fonds de la radicale Ligue des syndicats féminins. La sœur de Mary, Anne Wilmarth, épousa un avocat progressiste de Chicago, l'avare Harold L. Ickes qui devint rapidement

l'avocat de la Ligue. Pendant le New Deal, Ickes allait devenir le Secrétaire à l'intérieur très en vue de Franklin Roosevelt.

À l'autre extrémité de cet éventail social et ethnique était la petite, célibataire – et fière de l'être – Juive américaine d'origine polonaise Rose Schneiderman (née en 1882). Mlle Schneiderman, une des personnalités les plus ouvertement de gauche parmi les agitatrices, avait émigré à New York en 1890 avec sa famille et, à l'âge de 21, avait monté la première section locale féminine de l'Union des fabricants juifs socialiste de chapeaux en tissu et de casquettes. Rose, une des membres les plus influentes de la Ligue, joua un rôle clé dans la formation du Syndicat des couturières et atterrit dans son Comité de direction. Rose Schneiderman fut nommée au Conseil consultatif du travail pendant le New Deal.

De la Ligue nationale des consommateurs de Florence Kelley sortirent Molly Dewson qui devint membre du Conseil de la sécurité sociale de Franklin Roosevelt et Joséphine Roche qui devint secrétaire adjointe au Trésor dans le New Deal.

Mais il y eut de beaucoup plus gros poissons dans le mouvement féminin en faveur de l'étatisme et de l'assistance sociale. La principale force montante de ce mouvement n'était autre qu'Eleanor Roosevelt (née en 1884), qui fut peut-être la première Première Dame bisexuelle. Eleanor, élève dans une école londonienne pour jeunes filles de très bonne famille, était tombée sous l'influence de sa directrice, la passionnément radicale Madame Marie Souvestre,

De retour à New York, Eleanor adhéra à la Ligue nationale des consommateurs de Florence Kelley et devint réformiste. Pendant les années 1920, Eleanor œuvra pour et soutint financièrement les centres d'œuvres sociales Henry Street de Lillian Wald et Greenwich House de Marie Simkhovitch. Au début des années 1920, Eleanor adhéra à la Ligue et contribua à financer cette organisation radicale, en faisant campagne pour des lois sur le nombre maximal d'heures de travail et le salaire minimum des femmes. Eleanor devint une amie proche de Molly Dewson, future membre du Conseil de sécurité sociale et de Rose Schneiderman. Eleanor introduisit son amie, Mme Thomas W. Lamont, épouse du puissant associé de Morgan, dans son cercle d'agitatrices.

La femme qui se hissa au plus haut rang durant le New Deal et qui pesa de tout son poids dans sa législation sociale fut Mme Frances Perkins (née en 1880), ministre du Travail, première femme à entrer au gouvernement dans l'histoire américaine. Frances Perkins était née à Boston ; ses parents, qui venaient du Maine, étaient tous deux congrégationalistes pratiquants et son père, Fred, était un riche

homme d'affaires. Frances commença ses études universitaires en 1898 à Mount Holyoke, où elle fut élue présidente de la classe. A Mount Holyoke, Frances fut emportée par l'intense vague religieuse piétiste qui s'y répandait ; tous les samedis soirs, chaque classe organisait une réunion de prière.

La meneuse de ce qu'on pourrait appeler la « gauche religieuse » sur le campus était la professeure d'histoire américaine Annabelle May Soulé, responsable de la branche locale de la Ligue nationale des consommateurs, qui recommandait avec insistance l'abolition du travail des enfants et la fermeture des usines à sueur, une autre cause importante du mouvement étatiste. Une conférence à Mount Holyoke de la dirigeante charismatique marxiste de la Ligue, Florence Kelley, avait changé la vie de Frances Perkins en la transformant en partisane de l'Etat-providence.

En 1913, Frances Perkins se maria, lors d'une cérémonie secrète, à l'économiste Paul C. Wilson. Wilson était un réformateur social riche, enjoué, mais chétif, qui permit à sa femme d'entrer dans les cercles réformistes locaux. Il est peu probable que la très raisonnable Frances Perkins ait pensé faire un mariage d'amour. Son amie célibataire, la militante de l'aide sociale Pauline Goldmark, déplora que Frances se fût mariée, mais ajouta qu'elle « l'avait fait pour être débarrassée ». Signe que le féminisme n'en était qu'à ses débuts, Frances refusa de prendre le nom de son mari. Quand elle fut nommée Secrétaire au travail par Franklin Roosevelt, elle loua une maison avec une amie proche, la puissante et prodigieusement riche Mary Rumsey Harriman, fille du grand magnat E. H. Harriman. La famille Harriman exerça une influence considérable sur le New Deal, influence qui a été largement négligée par les historiens. Mary Rumsey Harriman, devenue veuve en 1922, fut dirigeante de l'Association des maternités de New York et, dans le cadre du New Deal, fut présidente du Comité consultatif des consommateurs du Conseil de redressement national (38).

La relation étroite entre le travail social, l'activisme féminin et les financiers extrêmement riches est parfaitement illustrée par la carrière de l'ami intime de Frances Perkins, Henry Bruere (née en 1882) qui avait été le meilleur ami de Wilson. Bruere était né d'un père médecin à St. Charles, dans le Missouri, avait étudié à l'Université de Chicago, avait fréquenté deux écoles de droit, puis fait des études supérieures en sciences politiques à l'Université Columbia. Après ses études supérieures, Bruere résida au centre d'œuvres sociales de la College settlement Association, puis à celui de l'University Settlement, avant de devenir directeur du personnel à l'International Harvester Corporation de Morgan.

Dès lors, la vie de Bruere fut une porte tournante. Il ne cessa plus de faire l'aller-retour entre les organismes sociaux et les sociétés privées. Ainsi, après avoir quitté l'International Harvester Corporation, Bruere fonda le Bureau municipal de recherches de New York et devint président du Comité de la protection sociale de New York. Il fut ensuite nommé vice-président de la Metropolitan Life

et directeur général de la Bowery Savings Bank, qui fut sa base d'opération de la fin des années 1920 au début des années 1950.

Mais Henry Bruere avait encore beaucoup de temps pour les bonnes œuvres. À la fin des années 1920 et au début des années 1930, Bruere fut membre du Comité exécutif et du Conseil de la protection sociale de New York City, où il impulsa la campagne pour l'instauration de l'assurance-chômage. Bruere fut nommé par Perkins en 1930 président de la Commission d'État de la ville de New York pour la stabilisation de l'Industrie, dans laquelle s'annonçait déjà l'idée du Gouvernement de redressement national d'imposer la cartellisation des industries. Pendant le New Deal, Bruere devint également conseiller auprès de la Société de prêt des propriétaires de maisons d'habitation (HOLC) et de l'Association fédérale de crédit, de diverses agences pour l'emploi et de diverses caisses d'assurance-vieillesse et de la Société de reconstruction financière (FRC). Bruere devint également le chef de cabinet de William Woodin, premier Secrétaire au Trésor de Roosevelt.

En attendant et cela doit être souligné, en plus des hautes fonctions qu'il occupa dans le gouvernement fédéral et des postes qu'il détint dans des organismes de protection sociale, Bruere fraternisa avec les plus grands financiers, devint directeur de l'Union Pacific Railroad de Harriman et trésorier du Twentieth-Century Fund du libéral de gauche Edward A. Filene. Le détaillant millionnaire Filene était le principal parrain des activités légales de son ami et conseiller à mi-temps, Louis D. Brandeis.

Comme le montre le cas de Henry Bruere, après les femmes yankees eurent lancé les premières organismes d'aide et de protection sociale, les hommes leur emboîtèrent le pas. Fortement influencés par leurs séjours à Hull House furent le célèbre journaliste Francis Hackett ; l'éminent historien et politologue Charles A. Beard qui avait également séjourné à Toynbee House à Londres ; l'homme qui allait devenir l'un des plus farouches partisans de la cartellisation des industries américaines, Gerard Swope, directeur de la General Electric Company des Morgan ; et l'homme qui allait devenir l'un des principaux militants sociaux et syndicaux au service de John D. Rockefeller, Jr. et, finalement, l'homme de Rockefeller comme premier ministre libéral du Canada pendant de nombreuses années, William Lyon Mackenzie King.

Mais le plus important des assistants sociaux de sexe masculin pendant le New Deal fut peut-être l'expert économique qui devint le secrétaire au Commerce de l'administration Roosevelt et par la suite l'ombreux Secrétaire (officieux, sinon officiel) d'Etat, Harry Lloyd Hopkins (né en 1890). Hopkins, avec Eleanor Roosevelt, pourrait être considéré comme le premier assistant social militant et étatiste du groupe d'activistes des années 1880, de la génération qui vint immédiatement après celle des pionniers des années 1860.

Hopkins était né dans l'Iowa d'un père fabricant de harnais qui devint plus tard propriétaire d'un grand magasin. Coulée dans le moule piétiste de l'Évangile social yankee, la mère canadienne de Hopkins, Anna Pickett Hopkins, prêcha l'Évangile et devint présidente de la Methodist Home Mission Society of Iowa. Hopkins obtint un diplôme en sciences sociales au Grinnell College de l'Iowa en 1912. Hopkins s'était à peine installé à New York qu'il épousait l'héritière juive Ethel Gross. Hopkins plongea dans le mouvement des centres d'œuvres sociales et emménagea à Christodora House à New York. Il travailla ensuite pour l'Association pour l'amélioration de la condition des pauvres (AICP) et devient le protégé du directeur général de l'AICP, John Adams Kingsbury (né en 1887). Kingsbury – aucune relation avec la riche Marie Kingsbury Simkhovitch – était né dans le Kansas rural d'un père socialiste qui devint directeur d'école à Seattle. A peine Kingsbury eut-il obtenu un diplôme au Teachers College de Columbia en 1909 qu'il devint assistant social.

Sous l'administration réformiste du maire de New York John Purroy Mitchell, Kingsbury devint commissaire de l'Assistance publique, alors qu'Hopkins était secrétaire exécutif du Conseil de protection de l'enfance, où il siégeait aux côtés de lumières réformistes comme Henry Bruere, Molly Dewson et Frances Perkins.

De 1917 à 1922, Hopkins administra la Croix-Rouge dans le Sud. De retour à New York, il n'était pas devenu directeur adjoint de l'AICP que Kingsbury prenait la direction du très puissant Milbank Memorial Fund, qui finançait de nombreux programmes de santé publique et gravitait dans l'orbite des Rockefeller. Kingsbury finança un grand programme de l'Association new yorkaise contre la tuberculose, après que Hopkins en fut devenu directeur en 1924. Kingsbury devint de plus en plus ouvertement radical, louant les réalisations médicales présumées de l'Union soviétique et faisant campagne pour l'assurance obligatoire soins de santé aux États-Unis. Kingsbury mena une campagne tellement violente contre l'Association médicale américaine que l'AMA menaça de faire boycotter le lait Borden (la principale entreprise de la famille Milbank) et réussit à faire renvoyer Kingsbury en 1935. Mais ne vous inquiétez pas ; Harry Hopkins employa rapidement son vieil ami Kingsbury comme consultant auprès de l'organisme qu'il avait créé pour caser ses amis dans le besoin, l'Administration Works Progress (Office de suivi des travaux).

Comment Harry Hopkins, assistant social dans un centre d'œuvres sociales à ses débuts dans la vie professionnelle, réussit-il à devenir l'une des personnes les plus puissantes du New Deal ? Cette réussite, il la doit en partie à son amitié avec W. Averill Harriman, descendant de la famille Harriman ; à son amitié avec John Hertz, associé de la puissante firme bancaire d'investissement Lehman Brothers ; et à son association avec l'étoile montante de la politique de l'époque, Nelson Aldrich Rockefeller. En effet,

lorsque Hopkins fut nommé Secrétaire au Commerce dans le New Deal, il proposa le poste de secrétaire adjoint à Nelson Rockefeller, qui refusa.

Les Rockefeller et la sécurité sociale

Les Rockefeller et leur entourage intellectuel et technocratique furent vraiment au cœur du New Deal. Au fond, le New Deal vit le remplacement de la famille Morgan, qui avait dominé la politique économique et financière des années 1920, par une coalition dirigée par les Rockefeller, les Harriman, Kuhn Loeb et la maison bancaire d'investissement Lehman Brothers (39). Le Comité consultatif sur les affaires du Département du commerce, par exemple, qui devait exercer une grande influence sur l'élaboration de mesures du New Deal, était dominé par le descendant de la famille Harriman, W. Averill Harriman et par des satrapes des Rockefeller comme Walter Teagle, président de la Standard Oil of New Jersey. Faute d'espace, nous nous contenterons ici de délinéer l'influence des Rockefeller, alliés avec les progressistes du Wisconsin et les diplômés qui travaillaient dans les centres d'œuvres sociales, dans la création et l'imposition à l'Amérique du système de sécurité sociale. Ce fut là le produit final du processus graduel, mais inévitable, de la sécularisation de l'idéal messianique des piétistes post-millénaristes. Il est peut-être normal qu'un mouvement lancé par des mégères post-millénaristes yankees descendant dans la rue pour tenter de faire fermer les bars accouche finalement de chercheurs en sciences sociales du Wisconsin, de technocrates et d'experts rockefellerisés manipulant les leviers du pouvoir politique pour parvenir à une révolution complète sous la forme de l'État-providence (40).

La sécurité sociale commença en 1934, lorsque le président Franklin Roosevelt chargea une triade de hauts responsables de choisir les membres d'un Comité sur la sécurité économique (CES), afin qu'ils rédigent la législation sur le système de sécurité sociale. Les trois fonctionnaires étaient le secrétaire au Travail Frances Perkins, le directeur de l'Administration fédérale des secours d'urgence Harry Hopkins et le Secrétaire à l'Agriculture Henry A. Wallace. Le plus important de cette triade était Perkins, dont le département était plus compétent en matière de sécurité sociale et qui était chargé de présenter les points de vue de l'Administration aux auditions du Congrès. Perkins et les autres décidèrent de confier cette tâche cruciale à Arthur Altmeyer, disciple de Commons à l'Université du Wisconsin qui avait été secrétaire de la Commission à l'industrie du Wisconsin et avait administré le système d'assurance-chômage du Wisconsin. Quand Roosevelt imposa la corporatiste et collectiviste Agence de redressement national (NRA) en 1933, Altmeyer fut nommé directeur du Bureau de l'inspection du travail (NRA), qui en dépendait. Les affairistes corporatistes approuvèrent chaleureusement la manière dont Altmeyer s'acquittait de sa tâche, notamment Marion Folsom, président d'Eastman Kodak et un des principaux membres du Conseil consultatif des entreprises.

Celui qu'Altmeyer voulait voir devenir président de la CES n'était autre que le Dr Bryce Stewart, directeur de la recherche pour les Conseillers en relations industrielles (IRC). L'IRC avait été créé au début des années 1920 par les Rockefeller, en particulier par John D. Jr., en charge de l'idéologie et de la philanthropie de l'empire Rockefeller. L'IRC fut le poisson pilote scientifique et militant d'une nouvelle forme de coopération corporatiste entre le management et la main d'œuvre et de politiques pro-syndicales et d'assistance sociale dans l'industrie et le gouvernement. L'IRC ouvrit également de puissants départements de relations industrielles dans les universités de l'Ivy League, notamment Princeton.

Bryce Stewart hésitait cependant à mener si ouvertement campagne en faveur de la sécurité sociale au nom de l'IRC et des Rockefeller. Il préféra rester dans les coulisses, faire de la consultation auprès du CES et codiriger une étude sur l'assurance-chômage pour le Comité.

Stewart ayant rejeté son offre, Altmeyer se tourna vers celui qui lui avait succédé comme secrétaire de la Commission industrielle du Wisconsin, le disciple de Commons Edwin E. Witte. Witte devint Secrétaire exécutif du CES et fut chargé d'en nommer les autres membres. À la suggestion de Roosevelt, Altmeyer consulta les membres puissants du Comité de consultation des grandes entreprises (BAC), à savoir Swope, Teagle et John Raskob de DuPont et General Motors, à propos de la composition et des politiques du CES.

La liste de noms qu'Altmeyer et Witte prépara à FDR pour qu'il finisse de former le Conseil consultatif du CES comprenait des membres de la « société civile », des patrons, des syndicalistes. En plus de Swope, Folsom, et Teagle, le Conseil consultatif comprenait deux autres puissants hommes d'affaires corporatistes. Le premier, Morris Leeds, était président de Leeds & Northrup et membre de l'Association américaine pour la législation du travail (AALL), un organisme favorable au corporatisme, aux syndicats et à l'Etat-providence. Le second, Sam Lewisohn, était vice-président de Miami Copper Company et ancien président de l'AALL. Ce fut un universitaire de premier de plan, le bien aimé libéral du Sud, Frank Graham, président de l'Université de Caroline du Nord, qui fut choisi pour diriger le Conseil consultatif.

Altmeyer et Witte nommèrent membres du Bureau technique du CES trois éminents experts, Murray Webb Latimer, J. Douglas Brown et Barbara Nachtrieb Armstrong, la première professeure de droit des femmes à l'Université de Californie à Berkeley. Tous les trois étaient affiliés à l'IRC et Latimer et Brown étaient des membres éminents du réseau IRC-Rockefeller. Latimer, président de la Caisse de retraite des chemins de fer, employé de longue date de l'IRC, avait réalisé une étude pour l'IRC sur les retraites ouvrières et élaboré le Railroad Retirement Act. Latimer était membre de l'AALL et contribua à

administrer les régimes d'assurance et de retraite de la Standard Oil of New Jersey, de la Standard Oil of Ohio et de la Standard Oil de Californie.

J. Douglas Brown dirigeait le Service des relations industrielles de Princeton – créé par l'IRC – et fut la cheville ouvrière du programme de pension vieillesse de la sécurité sociale du CES.

Brown ainsi que les dirigeants des grandes entreprises qui étaient membres du Conseil consultatif mirent un point d'honneur à ce qu'aucun employeur n'échappe aux impôts pour le régime de pension vieillesse. Brown tenait franchement à ce que les petites entreprises n'échappent pas aux conséquences de cette obligation de cotisation à la sécurité sociale. De cette façon, les grandes entreprises, qui offraient déjà de bonne grâce de coûteuses pensions de vieillesse à leurs employés, purent utiliser le gouvernement fédéral pour forcer les petites entreprises qui étaient leurs concurrentes à financer de coûteux programmes de ce genre. Ainsi, expliqua Brown dans son témoignage devant le Comité des finances du Sénat en 1935, le grand bienfait de la « contribution » de l'employeur à la pension vieillesse est qu'elle uniformise dans toute l'industrie le coût minimum de la prise en charge de la sécurité de la vieillesse et protège l'employeur libéral, qui cotise maintenant pour les pensions, de la concurrence de l'employeur qui met à la porte un employé âgé qui n'a pas droit à une pension, quand il a atteint l'âge de la retraite. Elle égalise les coûts de protection de la vieillesse à la fois pour l'employeur progressiste et pour l'employeur rétrograde (41).

En d'autres termes, la loi pénalise délibérément l'employeur « rétrograde » aux produits bon marché et le paralyse en augmentant artificiellement ses coûts par rapport à ceux du grand employeur. Naturellement, cela porte également préjudice aux consommateurs et aux contribuables, qui sont obligés de payer pour ces largesses.

Il n'est donc pas étonnant que presque toutes les plus grandes entreprises soutenaient complètement le régime de sécurité sociale, alors qu'il était attaqué par des associations de petites entreprises comme l'Association nationale du commerce des métaux, l'Association des manufacturiers de l'Illinois et l'Association nationale des manufacturiers. En 1939, seules 17 pour cent des entreprises américaines étaient favorables à l'abrogation de la loi sur la sécurité sociale, alors que pas une grande entreprise ne la soutenait.

Les grandes entreprises collaborèrent avec enthousiasme à la sécurité sociale. Lorsque le Conseil de sécurité sociale (SSB) fut confronté à la tâche redoutable d'ouvrir 26 millions de comptes individuels, elle consulta le BAC et Marion Folsom contribua à planifier la création de 300 centres régionaux du SSB.

Le BAC incita le Conseil à embaucher comme administrateur général le directeur du Bureau de l'industrie de la Chambre de Commerce de Philadelphie et J. Douglas Brown fut récompensé de ses services, puisqu'il devint président du nouveau Conseil consultatif élargi de l'Administration de la sécurité sociale.

L'Association américaine pour la législation du travail posséda une influence déterminante sur le développement du système de sécurité sociale. Cet organe de gauche, fondé par Commons et dirigé pendant des décennies par son élève John B. Andrews, était financé par Rockefeller, Morgan et d'autres puissants intérêts financiers et industriels corporatistes libéraux. L'AALL fut le principal promoteur de l'assurance-invalidité et de l'assurance maladie dans les années 1920, avant d'aider l'Administration à élaborer des projets de loi modèle sur l'assurance-chômage dans les années 1930. En 1932, le Wisconsin adopta le plan de l'AALL, que, sous la pression de l'AALL, le Parti démocrate incorpora dans sa plate-forme. Pour élaborer le système de la Sécurité sociale, les postes clé du Conseil technique et du Conseil consultatif du CES furent confiés à des membres de l'AALL. Non seulement cela, mais, au début de 1934, le Secrétaire Perkins demanda tout simplement à Paul Rauschenbush, le lobbyiste de l'AALL à Washington, de rédiger un projet de loi pour la sécurité sociale, qui servit ensuite de base à de plus amples discussions sur ce thème au sein du CES. L'AALL était également étroitement associée à la Ligue nationale des consommateurs de Florence Kelley.

Paul Rauschenbusch avait une ascendance fascinante. Paul était le fils du pasteur baptiste évangélique Walter Rauschenbusch. Paul eut pour professeur John R. Commons et fut le principal auteur de la loi sur l'assurance chômage du Wisconsin. Le progressisme de Rauschenbusch ne s'arrêta pas là, car la femme qu'il épousa n'était autre qu'Elizabeth Brandeis, fille du célèbre juriste progressiste.

Elizabeth aussi avait eu pour professeur Commons et obtenu un doctorat à l'Université du Wisconsin. De plus, elle était aussi une amie proche de la marxiste Florence Kelley et favorisa la publication de l'biographie de Kelley qu'avait tendrement écrite sa tante Joséphine Goldmark. Elizabeth contribua également à la rédaction de la loi d'indemnisation du chômage du Wisconsin. Elle enseigna l'économie à Wisconsin, où elle finit par devenir professeure titulaire.

Nous pouvons conclure en soulignant, avec l'historien Irwin Yellowitz, que toutes ces organisations réformistes étaient dominées et financées par « un petit groupe de riches patrons, de professionnels et d'assistants sociaux. Des femmes riches, dont certaines de la société de New York, furent indispensables les financer et les pourvoir en personnel » (42).

Murray N. Rothbard, « Origins of the Welfare State in America, Journal of Libertarian Studies », Automne 1996, 12(2), pp. 193-232, traduit de l'américain par B. K.

(i) C'est sous le règne du calife Rachidun que fut instauré pour la première fois dans le monde un régime public de retraites (voir B. Koehler, *Early Islam and the Birth of Capitalism*).

(ii) Voir E. Lion, *La charité chrétienne et l'assistance publique*.

(iii) Les progressistes, qu'ils soient libéraux ou socialistes, ont beau jeu de critiquer l'Etat, les uns en arguant qu'il en faut « moins », les autres qu'il en faut « plus ». En effet, l'Etat qu'ils critiquent n'en est pas véritablement un, parce qu'il n'est pas une autorité politique souveraine. L'Etat qu'ils critiquent n'a aucun pouvoir régalien : c'est une succursale de la haute finance apatride. Il s'en suit que l'interventionnisme que les uns refusent et que les autres préconisent est celui de la haute finance apatride qui est dissimulée derrière l'Etat et qui agit à travers l'Etat, que ce soit dans le domaine politique, diplomatique, économique ou militaire

(iv) Pour une description détaillée des mesures de ces lois, voir P. Larousse, *Grand dictionnaire universel du XIXe siècle*, Volume 1, p. 369 et supra). Un condensé, ainsi qu'une critique sommaire, s'en trouve dans A. Blanqui, P. L. E. Rossi, E. Buret, *Cours d'économie politique* (p. 472) : « Nous croyons devoir rappeler en peu de mots les principales dispositions de l'ancienne législation des pauvres. La loi mettait les pauvres à la charge de chaque paroisse, qui devait fournir du travail aux indigents valides et des secours à ceux qui étaient incapables de subsister par eux-mêmes. Un bureau, composé des officiers de la paroisse, administrait et répartissait les fonds affectés au soulagement de la misère. Les habitants étaient taxés suivant le revenu de leurs propriétés ou la quotité de leur loyer, pour former la somme nécessaire à l'entretien et à l'administration de l'indigence locale. Quand on ignorerait les faits qui, pendant deux siècles, ont si douloureusement éprouvé cette loi, on pourrait facilement les supposer. En restreignant à la paroisse le domicile des secours, elle divisait la commune en deux partis opposés d'intérêts, les habitants aisés qui voyaient chaque année leurs revenus diminuer par l'accroissement de la taxe, et les habitants pauvres qui réclamaient les secours comme un droit, comme une redevance prélevée à leur profit sur le superflu des riches. La paroisse n'étant obligée qu'à entretenir ses pauvres, elle avait intérêt à empêcher l'établissement chez elle de familles ouvrières qui pouvaient plus tard agrandir la liste des taxes ; elle les repoussait sans pitié, contestait à celles qui étaient déjà établies le droit au secours, plaidait avec les indigents eux-mêmes et avec les autres paroisses pour n'avoir pas à sa charge quelque malheureux surpris par la maladie sur son territoire, ou bien même pour ne pas payer les frais de ses funérailles. Les lois sur le domicile, dites de seulement, à chaque instant modifiées par le parlement, favorisaient ces scandaleux procès, de sorte que la paroisse se trouvait obligée de donner aux avocats et gens de justice une part importante dans le produit de ses taxes. » Les auteurs rapportent une des multiples conséquences aberrantes concrètes de ces lois : « ... un procès entre deux paroisses, à l'occasion d'un seul indigent, a souvent coûté plus d'argent qu'il n'en avait fallu pour assister tous les pauvres des deux paroisses ».

Un autre auteur de l'époque suivante détaille les effets désastreux de ces lois ainsi : « c. Plusieurs causes agissent en Angleterre pour empirer le sort du pauvre : premièrement, les lois sur les pauvres y tendent manifestement à accroître la population sans rien ajouter aux moyens de subsistance : un homme pauvre peut s'y marier avec peu ou point de moyens de soutenir une famille, parce qu'il compte sur les secours de la paroisse. Ainsi, les lois créent les pauvres qu'elles assistent. Il faut donc, par l'effet de cette institution, que les subsistances se répartissent en portions moindres; d'où il arrive que le travail de ceux qui ne sont point assistés achète une moindre quantité d'aliments qu'auparavant, et, par une conséquence inévitable, le nombre de ceux qui ont recours à l'assistance doit augmenter sans cesse. »

« d. Secondement, la quantité d'aliments qui se consomme dans les maisons de travail ou ateliers de la paroisse (Work-House), et qui se distribue à la partie de la société qu'on ne peut pas envisager comme la plus précieuse, diminue d'autant les portions qui, sans cela, seraient réparties à des membres de la société plus laborieux et plus dignes de récompense. Ainsi, encore, cette institution tend à forcer un plus grand nombre d'hommes à retomber à sa charge. Si les pauvres, occupés dans les maisons de travail, y étaient mieux nourris qu'ils ne sont, cette nouvelle distribution d'argent tendrait plus fortement encore à empirer le sort de ceux qui travaillent hors de ces maisons, parce qu'elle contribuerait plus efficacement à hausser le prix des subsistances. »

« Heureusement, il y a encore chez les paysans quelque répugnance à recourir à l'assistance; mais c'est un sentiment que les lois sur les pauvres tendent à effacer; elles n'y ont que trop bien réussi; et, si elles avaient en à cet égard leur plein et entier effet, on n'aurait pu se dissimuler, comme on le fait, leur pernicieuse influence. »

« C'est, dans les cas particuliers, une dure maxime; mais, enfin, il faut que l'assistance ne soit point exempte de honte. C'est un aiguillon au travail, indispensable pour le bien de la société : tout effort qui tend à affaiblir ce sentiment produit un effet directement contraire à celui qu'on en attend. Quand on tente des hommes pauvres de se marier en comptant sur l'assistance de la paroisse, non seulement on les engage à se mettre, eux et leurs enfants, dans le malheur et dans la dépendance, ce qui est, envers ces derniers, un acte de dureté et d'injustice; mais on les entraîne, sans qu'ils s'en doutent eux-mêmes, à faire un tort réel à tous ceux qui sont dans la même situation qu'eux. »

« Les lois sur les pauvres, telles qu'elles existent en Angleterre, ont contribué à faire élever le prix des subsistances et à abaisser le prix du travail; elles ont donc contribué à appauvrir la classe du peuple qui ne vit que de son travail. Il est bien probable, d'ailleurs, qu'elles ont contribué à faire perdre aux pauvres les vertus de l'ordre et de la frugalité qui se font remarquer d'une manière si honorable dans la classe de ceux qui font quelque commerce ou qui dirigent de petites fermes. En ôtant le goût et la faculté de faire

quelques épargnes, ces lois enlèvent un des plus puissants motifs au travail et à la sobriété; par-là même, elles nuisent essentiellement au bonheur. »

« Les maîtres se plaignent généralement, dans les divers ateliers des manufactures, que les gros salaires ruinent leurs ouvriers. Il est difficile de croire que ces ouvriers ne fussent pas disposés à épargner, pour eux et leurs familles, quelque partie de ces salaires, au lieu de les dissiper follement, s'ils ne comptaient, en cas de malheur, sur l'assistance de leurs paroisses. »

« e. Les lois sur les pauvres ont été incontestablement établies dans des vues de bienveillance; mais il est très—évident qu'elles n'ont point atteint leur but. On doit convenir que dans quelques cas, elles diminuent la souffrance; mais, en général, le sort des pauvres assistés par les paroisses est fort déplorable : d'ailleurs, pour mettre 'te pauvre à portée de cette pénible assistance, il a fallu assujettir toute la classe du peuple à un système de règlements vraiment tyranniques. Quelque soin qu'on ait pris de les amender, ils n'en sont pas moins contraires à toutes nos idées de liberté. (A. de Villeneuve Bargemont, Economie politique chrétienne, p. 364-5)

Voir aussi, pour une critique qui, pour être plus récente, n'en rejoint pas moins les précédentes, M. Montoussé, 100 fiches de lecture : en économie, sociologie, histoire et géographie, p. 26.

(v) In J. D. Douglas, The Myth of the Welfare State, p. 50.

Malthus, souvent dénigré par ceux qui ne l'ont pas lu ou par ceux pour qui l'assistanat n'est pas un problème, va de soi, étant eux-mêmes assistés d'une manière ou d'une autre, écrivait déjà en 1803, dans son « Essai sur le principe de population » (1803) : « Il y aura toujours des pauvres ». La pauvreté est un puits sans fond et les aides sont inefficaces face à ce qu'il appelle le principe de population : « De la difficulté de se nourrir résulte un frein puissant agissant constamment sur la population (...) Cette inégalité naturelle entre le pouvoir multiplicateur de la population et le pouvoir de production de la terre et cette importante loi de nature qui maintient constamment leurs effets en équilibre constituent le grand obstacle qui me paraît insurmontable sur le chemin de la perfectibilité de la société. Tout autre argument n'a qu'une faible et secondaire importance en regard de celui-ci. Je ne vois aucun moyen par lequel l'homme puisse échapper au poids de cette loi qui s'impose à toute nature vivante. Aucune utopie égalitaire, aucun code agrarien, même poussé à l'extrême ne pourrait en écarter le joug, ne fut-ce que pour un siècle. Et cette loi semble s'opposer de façon décisive à l'éventualité d'une société dont tous les membres vivraient dans l'aisance, le bonheur et le loisir correspondant, sans éprouver la moindre angoisse pour assurer leur subsistance et celle de leur famille. » Ou encore : « Secourir les pauvres, c'est multiplier la pauvreté et encourager l'immoralité » ; « Un homme qui est né dans un monde déjà possédé, s'il ne peut obtenir de ses parents la subsistance qu'il peut justement leur demander, et si la société n'a pas besoin de son travail, n'a aucun droit de réclamer la plus petite

portion de nourriture et, en fait, il est de trop au banquet de la nature. Il n'a pas de couvert vacant pour lui. Elle lui recommande de s'en aller et elle mettra elle-même promptement ses ordres à exécution s'il ne peut recourir à la compassion de quelques-uns des convives du banquet. Si ces convives se serrent et lui font place, d'autres intrus se présentent immédiatement et demandent la même faveur. Le bruit qu'il existe des aliments pour tous ceux qui arrivent remplit la salle de nombreux arrivants qui réclament. L'ordre et l'harmonie des invités sont troublés. L'abondance qui régnait auparavant se transforme en disette et le bonheur des convives est détruit par le spectacle de la misère et de la gêne qui règnent en toutes les parties de la salle et par la clameur importune de ceux qui sont justement furieux de ne pas trouver les aliments sur lesquels on leur avait appris à compter. Les convives reconnaissent trop tard l'erreur qu'ils ont commise en contrecarrant les ordres stricts à l'égard des intrus donnés par la grande maîtresse du banquet. »

(vi) Il serait plus conforme à la réalité de dire que, plus un homme est indifférencié, plus la tendance à l'oisiveté prédomine en lui.

(vii) La mise en place du Welfare State dans les pays d'Europe de l'Ouest et du Nord était la condition sine qua non à l'importation et à l'installation de dizaines de millions d'individus de couleur dans ces pays. Sans allocations familiales, sans allocation de logement, sans allocation de maternité, sans allocation de solidarité spécifique, sans allocation temporaire d'attente, sans revenu de solidarité active, sans prestation de compensation handicap, etc., la majorité d'entre eux, sans ressources, n'aurait pas pu subsister dans nos pays.

En ce qui concerne la France, il faut être aveugle ou de mauvaise foi, ou encore assisté, pour ne pas voir que ce pays n'est capitaliste qu'en apparence (voir

http://www.vedegylet.hu/fejkrit/szvggyujt/schmidt_frenchCapitalism.pdf).

En ce qui concerne l'Allemagne, les historiens officiels se plaisent à dire que la politique sociale n'a guère changé de cap de Bismarck à Kohl, en passant donc par le Troisième Reich. Pour ce qui est du Troisième Reich, « Cette remarquable continuité » est principalement due au fait que les bureaucrates de Weimar étaient toujours en poste dans la technocratie national-socialiste, surtout au ministère du Travail et qu'ils faisaient tout pour contrecarrer les efforts du National-socialisme pour lutter contre l'Etat-providence, aidés en cela, il convient de le souligner, par les industriels et les compagnies d'assurance. Aussi peu de réformes allèrent-elles jusqu'au bout. L'esprit de ces réformes en dit cependant long sur la détermination du National-socialisme à saper les fondements de l'Etat-providence d'après des principes non démocratiques. D'abord, les prestations sociales ne dépendaient plus de droits sociaux, mais de la volonté de l'Etat ; ensuite, le montant des allocations chômage fut considérablement diminué : dans un pays où, dès 1936, le plein emploi régnait et où, trois ans plus tard, il y avait pénurie de main d'œuvre, cette disposition visait évidemment à dissuader les fainéants et les oisifs, à qui le régime de Weimar, parce que démocratique, avait donné toute latitude, de faire de la résistance ; des changements importants furent apportés au financement et à la gestion de l'aide

publique (H. L. Wilensky, *Rich Democracies*, p. 233) ; les avantages sociaux étaient souvent accordés par les entreprises elles-mêmes. D'autre part et ceci est capital, les prestations sociales étaient strictement réservées aux Allemands de souche.

(1) Harold Wilensky n'y est pas allé par quatre chemins : « La croissance économique est la cause fondamentale du développement de l'Etat-providence. » Harold Wilensky, *The Welfare State and Equality*, Berkeley, University of California Press, 1975, p. 24.

(2) Flora et Alber ne trouvent aucune corrélation entre les niveaux d'industrialisation et les programmes d'assurance sociale de douze nations européennes entre les années 1880 et les années 1920 (Peter Flora, Jens Alber, « Modernization, Democratization, and the Development of Welfare States in Western Europe », in Peter Flora, Arnold Heidenheimer, eds., *The Development of Welfare States in Europe and America*, New Brunswick, N.J., Transaction Press, 1981, p. 37-80). De même, Collier et Messick ne trouvent aucun lien entre l'industrialisation et l'adoption de programmes d'assurance sociale dans cinquante-neuf nations entre les années 1880 et les années 1960 (David Collier, Richard Messick, « Prerequisites versus Diffusion: Testing Alternative Explanations of Social Security Adoption », *American Political Science Review* 69 (1975), p. 1299-315. Cité in Theda Skocpol, *Protecting Soldiers and Mothers: The Political Origins of Social Policy in the United States*, Cambridge, Mass., Belknap Press of Harvard University Press, 1992, p. 559-60.

(3) Heywood Sanders, « Paying for the 'Bloody Shirt: The Politics of Civil War Pensions », in *Political Benefits*, Barry Rundquist, ed., Lexington, Mass., D.C. Heath, 1980), p. 150-54.

(4) Edwin Amenta, Elisabeth Clemens, Jefren Olsen, Sunita Parikh, Theda Skocpol, « The Political Origins of Unemployment Insurance in Five American States », *Studies in American Political Development* 2 (1987), 137-82 ; Richard M. Vallely, *Radicalism in the States: the Minnesota Farmer-Labor Party and the American Political Economy*, Chicago, University of Chicago Press, 1989 ; et Skocpol, *Protecting Soldiers*, p. 560-61.

(5) Michael Shalev, « The Social Democratic Model and Beyond: Two Generations of Comparative Research on the Welfare State », *Comparative Social Research* 6 (1983), p. 321. Pour le dire autrement : « l'Etat-providence est un produit de la force croissante de la main d'œuvre dans la société civile » (John Stephens, *The Transition from Capitalism to Socialism*, Londres, Macmillan, 1979, p. 89).

(6) Preuve supplémentaire que c'était bien le même esprit qui régnait déjà sous les étiquettes politiques les plus variées (NDE).

(7) Le pourcentage de syndiqués dans la population américaine âgée de 15 à 64 ans s'élevait à seulement 1,35 en 1871, 0,7% en 1880 et, après le développement de l'AFL et du mouvement ouvrier moderne en 1886, à 1 % en 1890 et 1,9 % en 1900 (Lloyd Ulman, *The Rise of the National Trade Union*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1955). Les meilleurs ouvrages sur les ouvriers syndiqués à cette époque sont toujours Leo Wolman, *The Growth of American Trade Unions, 1880-1923*, New York,

National Bureau of Economic Research, 1924 et Leo Wolman, *Ebb and Flow in Trade Unionism*, New York, National Bureau of Economic Research, 1936.

(8) Pour l'exposition classique du syndicalisme gompersien par un économiste et ancien étudiant de John R. Commons, l'économiste institutionnel de Wisconsin qui fut pratiquement le théoricien de Gompers, voir Selig Perlman, *A Theory of the Labor Movement*, New York, Augustus M. Kelley, 1949 ; voir aussi Perlman, *A History of Trade Unionism in the United States*, New York, Macmillan, 1922.

(9) Ces deux grands adversaires idéologiques et politiques de la fin des années 1880 et du début des années 1890, Grover Cleveland et Benjamin Harrison, incarnèrent cette lutte dans l'Église presbytérienne. Cleveland, calviniste presbytérien de Buffalo, était le fils d'un pasteur calviniste démocrate porté sur l'alcool et bon vivant ; le guindé et austère Harrison était un presbytérien piétiste républicain de l'Indiana. Voir Richard Jensen, *The Winning of the Midwest: Social and Political Conflict, 1888-1896*, Chicago, University of Chicago Press, 1971, p. 79-80.

(10) Rural, car les centres urbains de la Nouvelle Angleterre comme Boston étaient passés dans le camp des Unitariens au cours du XVIII^{ème} siècle. D'autre part, les Unitariens, de concert avec les PPM, préconisaient une version plus laïque du Royaume de Dieu que le gouvernement devait instaurer par la force. Sur l'unitarisme, le calvinisme et le Royaume de Dieu sur terre, d'autant qu'il domina le mouvement de l'école publique au XX^{ème} siècle, voir le travail important, mais négligé, de Rousas John Rushdoony, *The Messianic Character of American Education: Studies in the History of the Philosophy of Education*, Nutley, N.J., Craig Press, 1979, p. 18-32, 40-48.

(11) Voir le travail gigantesque et fascinant de David Hackett Fischer, *Albion's Seed: Four British Folkways in America*, New York, Oxford University Press, 1989.

La question de savoir si ces deux Frontaliers, ou irlando-écossais, étaient d'origine celte est controversée ; Fischer rejette cette thèse, tandis que la plupart des autres autorités, notamment Grady McWhiney et Forrest McDonald, la maintiennent.

(12) Sur Finney et le « Grand Réveil », voir Bernard A. Weisberger, *They Gathered at the River: The Story of the Great Revivalists and their Impact Upon Religion in America*, Boston, Little, Brown, 1958. Voir aussi l'ouvrage classique de Whitney R. Cross, *The Burned-Over District: The Social and Intellectual History of Enthusiastic Religion in Western New York, 1800-1850*, New York, Harper Torchbooks, 1950.

(13) Le paternalisme est une doctrine philosophique selon laquelle il est moral de priver une personne de sa liberté ou de son autonomie individuelle pour son propre bien (NDE).

(14) Sur l'importance énorme, mais négligée, de l'anticatholicisme et de la cooptation des Know-Nothings dans le processus qui permit au Parti républicain de devenir un grand parti, voir William E. Gienapp, « Nativism and the Creation of a Republican Majority in the North before the Civil War », *Journal of American History* 72 (décembre 1985), p. 529-59.

(15) Les termes « hard money » et « soft money » sont « utilisés pour différencier les fonds dont l'utilisation est ou n'est pas régie par la loi sur le financement des campagnes électorales fédérales. Hard money désigne l'argent dont la loi régit l'attribution et qui peut être utilisé pour influencer l'issue des élections fédérales, c'est-à-dire en faveur de candidats précis ». http://www.blogg.org/blog-67213-themes-usa_campaign_glossaire_processus_electoral_historique_archives_-156442.html), la séparation du gouvernement du système bancaire (NDE).

(16) Carroll Smith-Rosenberg, *Disorderly Conduct*, New York, Alfred A. Knopf, 1985, p. 85-86.

(17) Voir Ruth Bordin, *Woman and Temperance: the Quest for Power and Liberty, 1873-1900*, Philadelphie, Temple University Press, 1981. Sur les post-millénaristes et le droit de vote des femmes, voir l'excellent travail d'Alan P. Grimes, *The Puritan Ethic and Woman Suffrage*, New York, Oxford University Press, 1967.

(Les femmes yankees furent ainsi à l'origine du processus au terme duquel le père serait dépossédé de toute autorité sur ses enfants. NDE)

(18) Comme le terme donne souvent lieu à des incompréhensions de toutes sortes, il convient d'insister sur le fait que l'action de donner à quelque chose un caractère laïc, non religieux, ne veut pas dire pour autant qu'il perde sa nature religieuse. Pour aller vite, la sécularisation peut être le résultat de l'application des formes religieuses de la pensée ou des dogmes de la religion constituée aux différents secteurs de l'activité humaine qui échappe éventuellement au contrôle direct de cette religion. Par exemple, dès lors que l'on a posé, comme les chrétiens, que, d'une part, l'Etat est l'instrument de Dieu sur la terre et, d'autre part, que les hommes sont tous égaux devant Dieu, la notion démocratique de l'égalité des hommes devant la loi se profile. NDE).

(19) Voir l'article éclairant de Jean B. Quandt, « Religion and Social Thought: The Secularizing of Postmillennialism », *American Quarterly* 25 (octobre 1973), 390-409. Voir aussi James H. Moorhead, « The Erosion of Postmillennialism in American Religious Thought, 1865-1925 », *Church History* 53 (mars 1984), p. 61-77.

(20) Quandt, « Secularization », p. 394.

(21) Quandt, « Secularization », p. 396.

(22) Voir la liste impressionnante des groupes progressistes des années 1860 dans Robert M. Crunden, *Ministers of Reform: The Progressives Achievement in American Civilization, 1889-1920*, New York, Basic Books, 1982), p. 275-76.

(23) Pour une biographie d'Ely, voir Benjamin G. Rader, *The Academic Mind and Reform: the Influence of Richard T. Ely on American Life*, Lexington, University of Kentucky Press, 1966.

(24) Sidney Fine, *Laissez Faire Thought and the General-Welfare State: A Study of Conflict in American Thought, 1865-1901*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1956, p. 180.

(25) Quandt, « Secularization », p. 403.

(26) Crunden, *Ministers of Reform*, p. 57-58. Voir aussi Quandt, « Secularization », p. 404-5.

(27) Dewey, comme l'a dit H. L. Mencken, est « né de l'indestructible race du Vermont et il aurait été difficile de supporter un homme plus sobre que lui ». Dewey était le fils d'un épicier d'une petite ville du Vermont ; sa mère était une ardente congrégationaliste évangélique. H.L. Mencken, « Professor Veblen », in A. Mencken *Chrestomathy*, New York, Alfred A. Knopf, 1949, p. 267.

(28) Voir John R. Commons, *Myself*, Madison, University of Wisconsin Press, [1934] 1964.

(29) Voir Joseph Dorfman, *The Economic Mind in American Civilization, 1918-1933*, New York, Viking, 1959, 4, p. 395-98.

(30) Les récentes historiennes féministes se sont faites une joie de vaincre la réticence des historiens antérieurs et ont fièrement « démasqué » le lesbianisme d'Addams et de beaucoup d'autres militantes progressistes célibataires yankees de l'époque. Ces féministes ont probablement raison et le lesbianisme de la plupart des membres du mouvement est essentiel à la compréhension historique de la raison de son succès. À tout le moins, elles ne pouvaient pas simplement suivre les autres femmes et s'épanouir dans le mariage et les tâches ménagères.

(31) Sur Jane Addams et ses amies et collègues, voir Allen F. Davis, *American Heroine: The Life and Legend of Jane Addams*, New York, Oxford University Press, 1973. Pour une évaluation critique d'Addams, voir Christopher Lasch, *The New Radicalism in America, 1889-1963: The Intellectual as a Social Type*, New York, Random House, 1965, p. 3-37. Il est par trop évident que, dans son autobiographie (1910), Jane Addams ment, lorsque que, pour ennoblir sa décision de fonder Hull House, elle écrit qu'elle l'avait prise alors qu'elle était encore sous le coup de la répulsion qu'elle avait éprouvée en assistant à une corrida en Espagne. Rien de cette soi-disant répulsion ne transparaît dans ses lettres de l'époque.

(32) Skocpol, *Protecting Soldiers and Mothers*, p. 500-1.

(33) Sur Kelley, voir Dorothy Rose Blumberg, *Florence Kelley: The Making of A Social Pioneer*, New York, Augustus M. Kelley, 1966. Voir aussi Kathryn Kish Sklar, « Hull House – the 1890s: A Community of Women Reformers, *Signs* 10, no. 4 (été 1985), p. 685-777.

(34) La seule des sœurs Dreier qui ne rentra pas tout à fait dans le moule familial était Katherine (né en 1877), artiste et mécène d'art moderne qui, intéressée par la philosophie organique, épousa le National-socialisme dans les années 1930.

(35) Voir Elizabeth Ann Payne, *Reform, Labor, and Feminism: Margaret Dreier Robins and the Women's Trade Union League*, Urbana, University of Illinois Press, 1988.

(36) Josephine Goldmark, *Impatient Crusader: Florence Kelley*, Champaign, University of Illinois Press, 1953.

(37) Sur le Parti progressiste, voir John Allen Gable, *The Bull Moose Years: Theodore Roosevelt and the Progressive Party*, Port Washington, N.Y., Kennikat Press, 1978.

(38) Sur Mrs. Perkins, voir George Whitney Martin, *Madame Secretary: Frances Perkins*, Boston, Houghton Mifflin, 1976.

(39) Voir Thomas Ferguson, « Industrial Conflict and the Coming of the New Deal: The Triumph of Multinational Liberalism in America », in *The Rise and Fall of the New Deal Order, 1930-1980*, S. Fraser, G. Gerstle, eds., Princeton, N.J., Princeton University Press, 1989, p. 3-31.

(40) Les Rockefeller étaient à l'origine d'ardents baptistes post-millénaristes, John D. Sr. était originaire de l'État de New York. John D. Jr. pilotait l'aile morale et philanthropique de l'empire Rockefeller et, à New York en 1920, il fut chef d'un Grand jury déterminé à éradiquer le vice dans cette ville. Après la Première Guerre mondiale, cependant, la famille Rockefeller tria sur le volet un pasteur, le révérend Harry Emerson Fosdick, le fer de lance du « protestantisme libéral », une version sécularisée du postmillénarisme, pour endiguer la marée montante du « fondamentalisme » prémillennariste dans l'Eglise. Harry Fosdick devint chef du Conseil fédéral des Eglises du Christ, l'organisation protestante libérale dominante. En attendant, John D., Jr., nomma le frère de Fosdick, Raymond Fosdick Blaine, président de la Fondation Rockefeller, puis fit de lui son biographe officiel. Fosdick avait travaillé dans un centre d'œuvres sociales. Les frères Fosdicks étaient nés à Buffalo d'une famille de la Nouvelle Angleterre Yankee. Sur les Fosdicks, voir Murray N. Rothbard, « World War I as Fulfillment: Power and the Intellectuals », *Journal of Libertarian Studies* 9, no. 1 (hiver 1989), p. 92-93, 120.

(41) Jill Quadagno, *The Transformation of Old Age Security: Class and Politics in the American Welfare State*, Chicago, University of Chicago Press, 1988, p. 112 ; Jill Quadagno, « Welfare Capitalism and the Social Security Act of 1935 », *American Sociological Review* 49 (octobre 1984), p. 641. Voir aussi G. William Domhoff, *The Power Elite and the State: How Policy is Made in America*, New York, Aldine de Gruyter, 1990.

(42) Irwin Yellowitz, *Labor and the Progressive Movement in New York State, 1897-1916*, Ithaca, N.Y., Cornell University Press, 1965, p. 71. Voir en particulier J. Craig Jenkins, Barbara G. Brents, « Social Protest, Hegemonic Competition, and Social Reform: A Political Struggle Interpretation of the American Welfare State », *American Sociological Review* 54 (décembre 1989), p. 891-909; et J. Craig Jenkins, Barbara Brents, « Capitalists and Social Security: What Did They Really Want? », *American Sociological Review* 56 (février 1991): 129-32.